

Le groupe *Socialisme ou Barbarie*, fondé en 1949, publie la Revue du même nom, dont vingt numéros sont parus à ce jour. Les positions développées dans cette Revue ne sont rien d'autre que l'application des idées fondamentales du marxisme révolutionnaire aux problèmes de notre époque. Ces idées ont été systématiquement déformées et à la fin abandonnées par les partis ouvriers traditionnels, « socialiste » et « communiste », qui sont dominés complètement par une bureaucratie inamovible, étrangère et hostile au prolétariat même si elle sort de ses rangs. Cette bureaucratie utilise la lutte ouvrière pour poursuivre des buts qui lui sont propres — tantôt se tailler une place dans la gestion du régime capitaliste, tantôt évincer la bourgeoisie et se substituer à elle, par la « nationalisation » et la « planification » de l'économie. Mais « nationalisation » et « planification » ne sont nullement équivalentes au socialisme et peuvent devenir la base d'une exploitation du prolétariat par la bureaucratie qui ne le cède en rien à celle pratiquée par le capitalisme. Le socialisme, c'est la *gestion ouvrière* des usines et de l'économie, c'est le *pouvoir des Conseils* ou des Comités ouvriers sur toute la vie sociale. La seule voie qui y conduit, c'est l'*action autonome et consciente des masses ouvrières*. La Révolution est une phase de cette action des masses, non pas le coup d'Etat d'un parti militarisé qui instaure sa propre dictature. Les nouvelles organisations de la classe ouvrière devront être basées sur une démocratie prolétarienne; les militants n'y seront plus des simples exécutants d'une bureaucratie dirigeante, mais participeront activement à l'orientation de l'activité de l'organisation sous tous ses aspects.

Supplément au N° 20 de *Socialisme ou Barbarie*.

100 frs

Le Gérant: G. ROUSSEAU

L'INSURRECTION HONGROISE

Questions aux militants du P. C. F.

L'insurrection hongroise

PUBLIÉ PAR

SOCIALISME OU BARBARIE

SOCIALISME OU BARBARIE

Organe de critique et d'orientation révolutionnaire

Paraît tous les trois mois

42, rue René Boulanger - Paris (X^e)

C.C.P. : PARIS 11.987-19

Cette brochure a pu être éditée grâce aux cotisations des membres du groupe « Socialisme ou Barbarie ». Elle est envoyée à certains militants que nous croyons susceptibles de s'y intéresser. Si tel est le cas, et si ces camarades pensent que cet effort doit être poursuivi, ils peuvent y contribuer en envoyant le prix de la brochure (100 frs) à l'adresse indiquée ci-dessus, et en commandant d'autres exemplaires.

L'INSURRECTION HONGROISE

Depuis quatre semaines, les politiciens et la presse de la bourgeoisie se livrent, à propos des événements de Hongrie, à une démagogie d'un cynisme rarement égalé dans le passé.

Que Bidault, Laniel et Triboulet se découvrent d'un coup un amour sans bornes pour les travailleurs — pourvu qu'ils habitent Budapest; que les massacreurs de Malgaches, de Vietnamiens et d'Algériens trouvent inacceptable l'attaque armée contre un peuple — pourvu que cette attaque soit faite par d'autres qu'eux-mêmes; que l'Aurore et Paris-Presse se déchaînent en faveur de la révolution — pourvu qu'elle ne soit pas dirigée contre la bourgeoisie. Ces farces ignobles nous avaient déjà été offertes en spectacle par le passé. Mais c'est au moment même qu'ils faisaient débarquer leurs troupes en Egypte que Mollet et Pineau osaient s'indigner contre l'intervention russe en Hongrie. C'est sur la même page que Le Figaro se réjouissait de la « nouvelle vigueur » insufflée à la politique française par Mollet — vigueur que mesurent à la fois les milliers de cadavres de civils à Port-Saïd et la déconfiture lamentable de l'aventure égyptienne — et condamnait avec véhémence l'impérialisme russe. C'est en même temps que les dirigeants de Force Ouvrière et de la C.F.T.C. refusent la moindre action contre la guerre d'Algérie — ils ne font pas de politique, voyez-vous — et appellent à la grève... contre la guerre en Hongrie.

La bourgeoisie et les « gérants loyaux du capitalisme » que sont les dirigeants d'un parti inexplicablement intitulé socialiste, utilisent les événements de Hongrie pour couvrir leurs propres crimes. C'est clair. Mais cela ne change rien à la signification de ces événements ni au devoir impératif pour tous les travailleurs de connaître et de comprendre ce qui s'est passé. La lutte des travailleurs contre l'exploitation et l'oppression est une et la même sous tous les régimes et sous toutes les latitudes. Cette information, cette compréhension sont rendues pour beaucoup d'ouvriers en France d'autant plus difficiles, que la presse bourgeoise a présenté les insurgés hongrois comme luttant à peu près pour la restauration d'une démocratie capitaliste « à l'occidentale », et que la presse du P.C.F. a surenchéri sur l'Aurore, en les présentant comme des fascistes purs et simples.

Les pages qui suivent veulent dissiper le brouillard de la propagande, dont on se sert de tous les côtés pour dissimuler la réalité sur la révolution hongroise, et montrer les véritables tendances, prolétariennes et socialistes, de cette révolution.

Questions aux militants du P.C.F.

Dans son exposé du 2 novembre (publié dans *L'Humanité* du 3), Fajon a dit vouloir « répondre aux camarades peu nombreux — une douzaine » qui se sont plaints de l'attitude de *L'Humanité* à l'égard des événements de Pologne et de Hongrie, reprochant au journal d'« avoir informé incomplètement ou mal ses lecteurs ». La réponse de Fajon est que « la tâche de *L'Humanité* n'est pas de publier sans discernement toutes les informations d'agence, toutes les opinions formulées par tel ou tel dirigeant d'un parti frère sur tel ou tel problème politique. Sa tâche est de publier des faits vérifiés et importants, en même temps que le point de vue du P.C.F. sur les grandes questions posées ».

Or voici comment *L'Humanité* a informé ses lecteurs sur les événements de Hongrie. Le 25 octobre, elle titre : « Graves émeutes contre-révolutionnaires mises en échec à Budapest ». Le même jour, page 3, longue dépêche de l'Agence Tass suivant laquelle « l'ordre est rétabli à Budapest ». — Le 26 octobre, titre : « L'émeute contre-révolutionnaire a été brisée ». — Le 27, elle reproduit une dépêche de Tass affirmant que « le Gouvernement est cependant maître de la situation ». — Le 28, *Huma-Dimanche* titre : « La contre-révolution vaincue à Budapest ». — Le 29, lorsque Nagy a cédé devant les insurgés refusant de déposer les armes et qu'à sa demande les troupes russes, sérieusement éprouvées, se sont retirées de Budapest, *L'Humanité* écrit : « L'armée hongroise, soutenue par des éléments soviétiques, s'est rendue maître au cours de la matinée des derniers îlots ».

1° Ces informations étaient-elles des « faits vérifiés » ou des mensonges purs et simples ?

Le 6 novembre, dès la formation du gouvernement Kadar et la deuxième intervention russe, *L'Humanité* annonce « la victoire complète du pouvoir populaire... le travail reprend ». Le 7 novembre, elle ne parle que des « secours envoyés par l'U.R.S.S. à la Hongrie ». Le 8, les journaux du matin n'ont pas paru ; mais le 9, les quelques lignes qu'elle publie sur

la Hongrie laissent croire qu'il ne s'y passe rien... sauf la reprise du travail. De même, à la lire le 10, le 12, le 13, le travail ne fait que reprendre. Pourtant, le 13, elle reconnaît indirectement, en citant Michel Gordey, sans le démentir, que les combats ont continué au moins jusqu'au vendredi 9 novembre.

2° Est-ce, oui ou non, un fait vérifié que *L'Humanité* a constamment menti à ses lecteurs, en leur cachant que pendant six jours — du dimanche 4 novembre à l'aube du vendredi 9 novembre — la population de Budapest s'est battue contre l'armée et les blindés russes ?

L'Humanité ne se borne pas à affirmer continuellement, depuis le 6 novembre, que « le travail reprend » et que « la situation est redevenue normale », infligeant ainsi chaque matin un démenti à ce qu'elle écrivait la veille. Elle écrit, le 12 novembre : « S'appuyant sur les travailleurs le gouvernement Kadar remet le pays en route ». Pourtant, le même jour, *Libération* — qui n'est qu'une succursale de *L'Humanité* à l'usage des « progressistes » — cite le correspondant du journal yougoslave *Politika* qui résume ainsi la situation : « Les masses hongroises sont inquiètes... Nagy n'a pas réussi, or la tâche de Kadar est bien plus difficile ». Le 14, un incroyable reportage d'André Stil, qui à la fois contredit tout ce que *L'Humanité* a écrit jusqu'alors et se contredit lui-même à plusieurs reprises (on y reviendra), affirme qu'à Budapest « une foule pressée se rend au travail ». Or, le même jour, *Libération* écrit : « Budapest continue à être privée de tous transports publics. Devant les rares magasins autres que des magasins d'alimentation ayant rouvert, des gens stationnent autant que devant les boulangeries. Une foule considérable circule lentement... sur les grandes artères qui ont subi les dégâts les plus terribles. Toutes les façades sont incendiées et quelques murs sont écroulés. Des gravats ou des morceaux de vitres tombent parfois des maisons. Des centaines de personnes stationnent devant les hôpitaux. On entend partout répéter : "C'est pire qu'en 1945". (En 1945, Budapest avait été pendant des semaines le théâtre de batailles acharnées entre les divisions allemandes et les divisions russes.)... On constate que l'industrie lourde et demi-lourde de la région est encore complètement arrêtée... Les invitations des Russes d'il y a quelques jours et celles présentes du gouvernement Kadar à la reprise du travail se heurtent à une désorganisation de fait. Bien que la plupart des ministères n'aient subi que peu de dégâts, il est difficile de trouver quelqu'un à son poste. Les habitants de Budapest ignorent encore où se trouve le Gouvernement, le Parlement reste portes closes. Il ne semble pas qu'une grève systématique puisse se prolonger

bien longtemps. Très peu de travailleurs peuvent se permettre le luxe de ne pas toucher leur salaire ».

- 3° *N'est-il pas clair qu'André Stil est un menteur ?*
- 4° *N'est-il pas clair que, loin de « s'appuyer sur les travailleurs », Kadar se trouve, dix jours après la « victoire complète du pouvoir populaire », face à une grève quasi-totale ?*
- 5° *N'est-il pas clair que Kadar, comme un gouvernement ou un patron capitaliste, compte sur la faim pour réduire la résistance des travailleurs et que, pour un ouvrier hongrois, avoir une opinion sur le gouvernement de son pays est, comme l'avoue cyniquement « Libération », « un luxe qu'il ne peut pas se permettre » ?*

Pendant les quinze premiers jours des événements de Hongrie, *L'Humanité*, l'agence Tass, Radio-Moscou n'ont parlé que de « bandes fascistes », « émeutiers contre-révolutionnaires », « provocateurs payés par les Américains », etc. Le lecteur de *L'Humanité* devrait croire qu'il n'y avait rien d'autre dans l'insurrection hongroise.

En Espagne, en 1936, Franco disposait de la plus grande partie de l'armée de métier, il était soutenu par les propriétaires fonciers et la bourgeoisie qui détenaient le pouvoir dans le pays, par des organisations fascistes qui se préparaient de longue date; il était aidé par Mussolini et Hitler qui lui envoyaient des armes, des avions et même des divisions entières. Il lui a pourtant fallu deux ans pour vaincre la résistance des travailleurs.

- 6° *Est-il concevable qu'en Hongrie, pays, la veille encore, entièrement contrôlé par le « parti des travailleurs » (communiste), des « bandes fascistes » aient pu après six jours de combat (du mardi 23 au dimanche 28 octobre) venir à bout des forces gouvernementales, aussi bien dans la capitale que dans toutes les villes importantes de province et aient obligé les forces russes à se retirer de Budapest ?*
- 7° *Est-il concevable que, à partir du dimanche 4 novembre, le commandement russe ait eu besoin de jeter dans la bataille de nombreuses divisions nouvelles amenées en toute hâte (estimées généralement à 200.000 hommes et plusieurs milliers de chars) pour liquider quelques « bandes fascistes », et qu'avec des forces aussi écrasantes, des blindés, des armes automatiques modernes, etc., il ait eu encore besoin de six jours pour écraser toute résistance organisée ?*

- 8° *Ces faits seraient-ils possibles s'il n'y avait pas eu, dans l'insurrection hongroise, une participation massive de la grande majorité de la population et une neutralité favorable à l'insurrection du reste ?*

A plusieurs reprises, pendant la première semaine de l'insurrection hongroise, *L'Humanité* affirme que le gouvernement s'appuie sur les ouvriers, qui participeraient à la lutte contre les « émeutiers fascistes ». Mais Stil, dans *L'Humanité* du 14 novembre, crache le morceau et avoue les mensonges de son propre journal : « Ce qu'il faudra expliquer, c'est comment les travailleurs, après tant de sacrifices pour un régime qu'ils savaient être le leur, ont pu, tout en réprouvant les émeutiers fascistes, se laisser troubler au point de ne pas intervenir avec force et résolution pour défendre contre eux ce régime ».

- 9° *Le fait que L'Humanité mentait en parlant de lutte des ouvriers contre les insurgés n'est-il pas maintenant établi par le témoignage de Stil ?*
- 10° *N'est-il pas plutôt infiniment probable que les ouvriers armés se sont battus contre le gouvernement et les Russes ? Sinon, comment expliquer la défaite des forces gouvernementales et des troupes russes pendant la première semaine de l'insurrection ? Les combats acharnés qu'ont dû livrer ensuite, du 4 au 9 novembre, les troupes russes renforcées pour écraser l'insurrection ? La grève générale après la victoire militaire des Russes ?*
- 11° *Ne peut-on pas parler que ni André Stil, ni aucun autre dirigeant du P.C.F. n' « expliquera » jamais pourquoi les travailleurs « ne sont pas intervenus pour défendre ce régime », pourquoi ils l'ont plutôt combattu jusqu'à la mort ? Cette explication ne serait-elle pas que les travailleurs, au bout de dix ans d'expérience, ont conclu que ce régime les exploitait et les opprimait ?*

Après avoir imprimé pendant deux semaines que dans l'insurrection hongroise il n'y avait que des fascistes, *L'Humanité*, s'infligeant à elle-même un démenti, commence maintenant à expliquer qu'il y avait aussi des travailleurs, trompés ou « intimidés » (!) par les fascistes. Stil a le front d'écrire, les 14 et 15 novembre, que les fascistes « usant de la démagogie autant que de l'intimidation », maintiennent en grève les usines.

- 12° *Si l'on pense qu'après plusieurs années de régime « socialiste » et de pouvoir du « parti des travailleurs », la majorité des ouvriers, des paysans et de la jeunesse de*

Hongrie est capable de se mettre en lutte à l'instigation des fascistes, de se faire tuer pendant trois semaines — il y a eu des dizaines de milliers de morts à Budapest, ville de 1.500.000 habitants — et de rester en grève par la suite, après que les fascistes se soient démasqués « en assassinant les militants ouvriers », comme dit L'Humanité, ne faut-il pas conclure que la société est irrémédiablement vouée au fascisme ? Peut-on rester un militant communiste avec de telles croyances ?

- 13° *Cette idée, que quelques démagogues au service de buts inavoués, peuvent faire ce qu'ils veulent de la masse, n'est-elle pas la base de toute l'idéologie et de toute la pratique politique du fascisme ? N'est-ce pas cette même idée que depuis des années à propos de Berlin-Est, de Poznan, de la crise polonaise d'octobre 1956, de la révolution hongroise, soutiennent quotidiennement les dirigeants du P. C. russe et du P. C. F. ? Que faut-il penser d'eux ?*

En parlant du soulèvement de Poznan, que *L'Humanité* a présenté et continue à présenter comme l'œuvre de provocateurs et de gangsters, Gomulka a dit devant le Comité Central du parti polonais : « Tenter de présenter la tragédie de Poznan comme une œuvre des impérialistes et des provocateurs fut d'une grande naïveté politique. Les agents de l'impérialisme et les provocateurs peuvent se manifester en tous lieux, en tous moments. Mais jamais et nulle part ils ne peuvent déterminer l'attitude de la classe ouvrière... C'est chez nous, c'est à la direction du parti, au gouvernement, que se trouvent les causes véritables de la tragédie de Poznan et du profond mécontentement de la classe ouvrière. Le feu couvait déjà depuis plusieurs années ». (Comme le P. C. F. n'a pas publié à ce jour le discours de Gomulka, nous le citons d'après le texte publié dans *France-Observateur* et dans *L'Express*.)

- 14° *Indépendamment de son application aux événements de Poznan, cette phrase ne contient-elle pas une vérité générale ? Ne pourrait-on pas l'appliquer avec beaucoup plus de force aux événements de Hongrie ?*

Fajon, dans son discours du 2 novembre, a refusé d'accepter l'explication de Gomulka sur les événements de Poznan, qu'il a qualifié de « défaitiste », et a continué à prétendre que le soulèvement ouvrier de Poznan était l'œuvre de provocateurs, etc. Pourtant, avant même Gomulka, Cyrankiewicz, Président du Conseil polonais, et Ochab, Secrétaire général du parti polonais, avaient reconnu que les ouvriers

s'étaient soulevés parce qu'ils avaient des motifs justes de mécontentement.

- 15° *A qui est-il plus facile de mentir, à Gomulka Cyrankiewicz, etc., parlant devant des Polonais de choses que ceux-ci ont vécues, ou à Fajon, à Paris, devant les cadres du P. C. F. ?*
- 16° *Le marxisme est-il une conception matérialiste de l'histoire pour laquelle l'action des classes sociales est déterminée par leurs intérêts, leur place dans la production et la conscience qu'elles développent à partir de leur situation — ou bien est-il une conception policière de l'histoire suivant laquelle l'humanité est formée par des masses aveugles, que des espions et des provocateurs mènent à volonté ?*
- 17° *La « conception » de Fajon, suivant laquelle la classe ouvrière peut être menée à volonté par les espions et les provocateurs, ne traduit-elle pas un profond mépris de la classe ouvrière ? N'est-ce pas plutôt cette conception qui serait profondément défaitiste ? Préférant présenter les ouvriers comme des imbéciles sans espoir plutôt que d'admettre les crimes de l'appareil bureaucratique qui ont conduit le prolétariat à la révolte, Fajon ne se montre-t-il pas comme un bureaucrate ennemi irréconciliable des ouvriers ?*

Après avoir constamment écrit que l'insurrection hongroise était l'œuvre de fascistes et de hortystes, *L'Humanité* publie, le 12 novembre, sans s'expliquer et sans rougir, le discours de Kadar, diffusé le 11 par Radio-Budapest, qu'elle résume ainsi : « Revenant sur l'origine des combats, Janos Kadar a déclaré que le mécontentement des masses était justifié mais que les contre-révolutionnaires ont exploité ce mécontentement légitime dans le but de renverser le pouvoir populaire. Ces forces, a dit Janos Kadar, risquaient de prendre le dessus ».

Cependant, même ce résumé de Kadar — qui inflige un cinglant démenti aux calomnies que *L'Humanité* a déversé pendant quinze jours sur les travailleurs hongrois — est falsifié par *L'Humanité*. Voici le texte du discours de Kadar publié le même jour par *Libération* : « L'indignation des masses était justifiée. Elles ne voulaient pas renverser la démocratie populaire mais corriger les erreurs du passé. Cependant des contre-révolutionnaires se sont infiltrés dans les rangs du peuple et ont exploité l'action légitime des masses dans le but de renverser le pouvoir populaire. Ces forces risquaient de prendre le dessus, etc. ». Nous avons souligné le mot « action » qui montre bel et bien que l'insur-

rection a été l'œuvre des masses. D'ailleurs, le programme du gouvernement Kadar (publié par *L'Humanité* du 5 novembre) comportait comme point 3 : « Le gouvernement n'admettra pas que les travailleurs soient poursuivis pour avoir participé aux événements de ces derniers jours ».

- 18° *Kadar n'avait-il pas tout intérêt à dire lui aussi, comme L'Humanité, comme l'Agence Tass, comme Radio-Moscou, qu'il n'y avait parmi les insurgés que des fascistes ?*
- 19° *S'il est obligé de reconnaître que « les travailleurs ont participé aux événements de ces derniers jours » et que « l'action des masses » était « légitime », n'est-ce pas parce que, étant en Hongrie, il ne peut matériellement pas mentir sur des faits auxquels la grande majorité de la population a participé, et qu'il essaie désespérément de se réconcilier avec les travailleurs, après les avoir fait tuer par les blindés russes ?*
- 20° *Comment expliquer le fait que ni Kadar, ni les Russes n'ont été capables de gagner à eux les éléments de l'insurrection qui « voulaient corriger les erreurs du passé » et de les opposer à ceux qui « voulaient renverser le pouvoir populaire » ? N'est-ce pas là une faillite politique sans précédent ? Ne résulte-t-elle pas de ce que personne en Hongrie n'accorde la moindre confiance ni à Kadar, ni aux Russes ? A quoi cela serait-il dû ? Serait-ce la conclusion que la population a tiré d'une expérience de dix ans ?*

De 1948 à 1954, les dirigeants russes, ceux du P. C. français et de tous les P. C. du monde qualifiaient Tito d'hitlérien, d'assassin, etc., et le régime yougoslave de régime fasciste. Puis, brusquement et sans aucune explication, ils ont tous déclaré simultanément que la Yougoslavie était un pays socialiste qui suivait « sa propre voie pour réaliser le socialisme ».

- 21° *L'Humanité, pendant six ans, publiait-elle des « faits vérifiés » sur la Yougoslavie, ou des mensonges invraisemblables sur commande ? Le « point de vue du P.C.F. sur les grandes questions posées » comme dit pompeusement Fajon ne consistait-il pas à prendre un pays « socialiste » pour un pays « fasciste », c'est-à-dire le jour pour la nuit ?*
- 22° *La différence entre socialisme et fascisme est-elle une nuance si délicate pour que de telles erreurs soient possibles, ou bien faut-il penser que les dirigeants du P.C.F. et du P.C. russe qualifient toujours de fascistes ceux qui s'opposent à leur volonté ?*

La seule « explication » donnée sur le tournant du P.C. russe concernant la Yougoslavie a été la piteuse phrase de Khrouchev arrivant à Belgrade : « Nous avons été trompés par Béria ».

- 23° *L'appréciation politique et sociale d'un régime dépendrait-elle donc pour les dirigeants russes des informations secrètes d'un chef policier ? Béria pourrait-il faire croire à Khrouchev ou à Thorez que la France, par exemple, est un pays socialiste ?*
- 24° *Est-il concevable que les directions des P.C., qui se veulent les Etats-Majors du prolétariat mondial, se trompent pendant six années consécutives, non pas sur les agissements d'un individu, mais sur la nature d'un régime qui fonctionne au grand jour, est visité par les journalistes et tous ceux qui le désirent, etc. ?*
- 25° *Est-il concevable qu'on dise aujourd'hui le contraire de ce qu'on avait dit la veille sans expliquer sérieusement ni pourquoi on s'était trompé, ni pourquoi on a changé d'avis ?*
- 26° *De tels changements de position sans explication contribuent-ils à élever la conscience des militants et des ouvriers, ou à les plonger dans la confusion et la démoralisation ?*
- 27° *N'est-il pas clair, sur l'exemple de la Yougoslavie, auquel on pourrait facilement ajouter des dizaines d'autres, que la direction du P. C. russe comme du P. C. français refuse toute discussion avec ceux qui peuvent être en désaccord avec elle, caractérise immédiatement tous ceux qui ne se plient pas à sa volonté de « fascistes », essaie de les briser par la calomnie et la terreur ? Ces procédés ne sont-ils pas typiquement fascistes ? Ne faut-il pas se demander pour quelle raison la direction du P. C. recourt à ces procédés et ne peut tolérer aucune discussion ?*
- 28° *Si les divisions russes étaient stationnées en 1948 en Yougoslavie, ne seraient-elles pas intervenues comme maintenant en Hongrie, contre le « fasciste Tito » ? Thorez et L'Humanité ne les auraient-ils pas approuvées ? Qu'en serait-il alors advenu de la « voie propre de la Yougoslavie vers le socialisme », solennellement reconnue six ans plus tard ?*

L'argument sur lequel se rabat constamment *L'Humanité* pour étayer ses calomnies contre les travailleurs hongrois, c'est le fait que la presse bourgeoise et les politiciens bourgeois font de la propagande contre l'intervention russe en Hongrie.

- 29° *Aussi longtemps que la Russie et les P. C. attaquaient Tito, la presse bourgeoise n'a-t-elle pas « soutenu » Tito et la Yougoslavie ? Les Etats-Unis, l'Angleterre et la France n'ont-elles pas fourni au grand jour à Tito des centaines de millions de dollars, des armes, etc. ? Tito n'a-t-il pas conclu un pacte militaire avec les gouvernements réactionnaires de Grèce et de Turquie, pacte qui est toujours en vigueur ? Tout cela empêche-t-il Khrouchev et Thorez de voir aujourd'hui dans la Yougoslavie un « état socialiste » ?*
- 30° *Les directions des P. C., de 1948 à 1954, n'avaient-elles pas utilisé ces faits pour prouver que Tito était un « agent de l'impérialisme américain » ? L'Humanité n'a-t-elle pas monté en épingle, pendant ces six années tous les signes d'aide des Occidentaux à Tito pour prouver la « collusion » de celui-ci avec les Américains ? N'est-ce pas là ce qu'elle fait aujourd'hui à propos de la Hongrie ?*
- 31° *La presse bourgeoise et les politiciens bourgeois n'ont-ils pas, pour une bonne partie, « approuvé » et « élicité » Khrouchev pour s'être délimité de Staline ? Faut-il en conclure que Khrouchev est un agent de l'impérialisme américain ?*
- 32° *L'attitude de la presse et des politiciens bourgeois face aux événements de Hongrie ne s'explique-t-elle pas plutôt par ces facteurs :*
- a) Qu'ils accueillent favorablement au départ tout ce qui pourrait affaiblir le bloc russe (voir le cas yougoslave) ?*
 - b) Que l'intervention militaire russe leur donnait des magnifiques armes de propagande, dont ils avaient bien besoin pour couvrir leurs entreprises impérialistes passées, présentes et à venir, et spécialement en Algérie et en Egypte ?*
 - c) Que l'ouverture d'une période de luttes politiques ouvertes en Hongrie leur faisait croire qu'ils allaient désormais avoir des possibilités d'action politique dans ce pays ?*

L'Humanité, Kadar, Radio-Moscou, etc., ont parlé de « terreur blanche » qui aurait régné à Budapest pendant la deuxième semaine de l'insurrection. Il est possible que des attentats terroristes ou des actes individuels injustifiables contre des innocents aient été commis — il y en a toujours dans toute révolution ; en tout cas, après ce que l'on vient de voir, le fait que l'Humanité les dit est loin d'en constituer la preuve.

- 33° *Dans un pays où la classe ouvrière s'est armée et a constitué des Conseils, l'instauration d'une « terreur blanche » est-elle possible ? Les ouvriers n'auraient-ils pas immédiatement réagi si des véritables militants ouvriers étaient l'objet d'une persécution systématique ?*

Il est en revanche incontestable que des exécutions sommaires des membres de la police secrète A.V.H. ont eu lieu sur une grande échelle.

- 34° *Savez-vous que l'insurrection a commencé parce que le 23 octobre la police secrète a ouvert le feu sur la foule de manifestants non-armés ?*
- 35° *Qu'était la police secrète en Hongrie ? En quoi différait-elle de la Gestapo ? Rajk et des centaines d'autres n'ont-ils pas été exécutés comme traîtres pour être réhabilités cinq ans après ? N'avaient-ils pas « avoué » leurs crimes ? Comment les avaient-ils « avoués » puisqu'ils ne les avaient pas commis ? N'était-ce pas sous la pression d'atroces tortures ? Khrouchev n'a-t-il pas reconnu devant le XX^e Congrès du P.C.U.S. que la police stalinienne faisait avouer par la torture aux accusés des crimes imaginaires ? Gomulka n'a-t-il pas dit dans son discours : « Chez nous également... des gens innocents ont été envoyés à la mort ; d'autres innocents, nombreux, ont été emprisonnés, et quelques fois pendant de longues années ; parmi eux, il y avait des communistes ; des hommes ont été soumis à des tortures bestiales ; on a semé la peur et la démoralisation. » ? Ces membres de la police secrète hongroise, n'étaient-ils pas des tortionnaires ?*
- 36° *Si vous aviez un frère, père, fils qui, arrêté par la police et torturé, avait « avoué » des crimes imaginaires et avait été fusillé, et que, après une insurrection victorieuse, vous mettiez la main sur ses tortionnaires, êtes-vous certain de ce que vous feriez ? N'y a-t-il pas eu des exécutions sommaires après l'écroulement du nazisme, en France et dans d'autres pays ?*

L'Humanité a présenté pendant presque trois semaines l'insurrection hongroise comme une émeute de faascistes. A l'en croire, personne d'autre ne s'y est manifesté sauf les hortystes, les anciens capitalistes et propriétaires fonciers, qui auraient déjà quelques jours après l'insurrection commencé à rentrer en possession de leurs terres (!) On a vu que Kadar a avoué qu'il s'agissait d'une « action légitime des masses », au sein de laquelle, d'après lui, des éléments contre-révolutionnaires « risquaient de prendre le dessus. »

37° *Quelle base, parmi les masses de la population, pourraient se créer des organisations politiques réactionnaires? Des partis visant à rendre les usines aux capitalistes et la terre aux gros propriétaires fonciers pourraient-ils avoir un écho quelconque auprès des ouvriers et des paysans, qui forment l'énorme majorité de la population hongroise? Les ouvriers, armés et revendiquant la gestion des usines (voir plus bas), auraient-ils toléré l'existence des partis demandant la restauration de la bourgeoisie? Les paysans, exploités pendant des siècles par les féodaux, auraient-ils accepté qu'Esterhazy récupère ses domaines (comme L'Humanité a eu la bêtise de le prétendre) ?*

La presse bourgeoise a essayé de gonfler autant que possible l'importance qu'avaient pu avoir, pendant la deuxième semaine de l'insurrection, les organisations politiques traditionnelles hâtivement reconstituées, pour prouver que les Hongrois n'aspiraient qu'à ce bonheur suprême — une république parlementaire du type occidental. *L'Humanité* a été, sur ce point, absolument d'accord avec le *Figaro* et l'*Aurore*. Elle a, comme la presse bourgeoise, essayé de cacher toutes les manifestations révolutionnaires du prolétariat hongrois, les revendications qu'il a mises en avant, le fait qu'il s'est organisé dans des Conseils (c'est-à-dire des véritables Soviets, dont les membres, élus démocratiquement par les ouvriers, sont révocables à tout instant par leurs électeurs). De tels Conseils ont existé dans toutes les villes industrielles importantes de la Hongrie. C'est le Conseil des ouvriers de Szeged qui a le premier mis en avant la revendication d'auto-gestion ouvrière des usines. Après s'être longtemps tue sur les Conseils, *L'Humanité* écrit le 15 novembre par le truchement d'André Stil que les Conseils sont « constitués par des aventuriers et des éléments du lumpen-prolétariat ». Stil est en retard d'un mensonge, car le lendemain du jour où il écrivait cela, le gouvernement Kadar était forcé, par la grève générale, à entrer en négociations avec le Conseil Central des Ouvriers de Budapest et à lui promettre que toutes ses revendications seront satisfaites, pour obtenir la reprise du travail.

38° *Le silence de L'Humanité et les ignobles calomnies de Stil ne prouvent-ils pas que la direction du P.C.F. craint par dessus tout une chose, l'organisation autonome des ouvriers dans des Conseils, qui sont le véritable et seul instrument du pouvoir ouvrier?*

Les revendications de plusieurs de ces Conseils ont formé l'essentiel du programme formulé par la direction des syn-

dicats hongrois. Voici le texte de ce programme, tel qu'il a été reproduit dans *Le Monde* du 28-29 octobre 1956 :

« — Constitution de conseils d'ouvriers dans toutes les usines.

— Instauration d'une direction ouvrière. Transformation radicale du système de planification et de direction de l'économie exercée par l'Etat.

— Rajustement des salaires, augmentation immédiate de 15 % des salaires inférieurs à 800 forint et de 10 % des salaires de moins de 1.500 forint. Etablissement d'un plafond de 3.500 forint pour les traitements mensuels.

— Suppression des normes de production, sauf dans les usines où les conseils d'ouvriers en demanderaient le maintien.

— Suppression de l'impôt de 4 % payé par les célibataires et les familles sans enfants. Majoration des retraites les plus faibles. Augmentation d'utaux des allocations familiales. Accélération de la construction de logements par l'Etat. »

39° *Pourquoi L'Humanité n'a-t-elle pas mentionné ce programme?*

40° *Ce programme est-il réactionnaire, ou bien est-il profondément socialiste?*

41° *Le socialisme consiste-t-il en ce qu'un appareil de bureaucrates dirige les usines et la production, ou bien en ce que des Conseils d'ouvriers dirigent, comme le demandent les travailleurs hongrois?*

42° *Pourquoi les ouvriers hongrois demandent-ils la suppression des normes de production sauf là où les Conseils d'ouvriers en demanderaient le maintien? Comment sont déterminées les normes de travail dans les démocraties populaires et en Russie? Le sont-elles autrement que dans les pays capitalistes? Etes-vous conscient de ce que signifie pour les ouvriers la détermination des normes de travail par d'autres qu'eux-mêmes? Croyez-vous que les ouvriers sont capables d'établir eux-mêmes une discipline dans la production, ou bien qu'il faut les y forcer par les normes, le salaire aux pièces ou au rendement, et la contrainte exercée par les contremaîtres?*

Cette dernière position n'est-elle pas celle de M. Georges Villiers et de tous les patrons du monde?

N'est-ce pas celle qui est appliquée en Russie et dans les démocraties populaires?

43° *Pourquoi les ouvriers hongrois demandent-ils une réduction considérable de la hiérarchie? Est-ce une revendication réactionnaire? Pourquoi en France la C.G.T.*

soutient pratiquement toujours le maintien ou l'aggravation de la hiérarchie?

44° Pourquoi les ouvriers hongrois demandent-ils l'établissement d'un plafond aussi bas pour les traitements mensuels (3.500 forint, le salaire moyen semblant se situer autour de 1.000 forint) ? Cette revendication à elle seule ne démontre-t-elle pas qu'il devait y avoir un gonflement exorbitant des revenus des « mensuels », c'est-à-dire des bureaucrates? L'existence d'une hiérarchie étendue des traitements ne rétablit-elle pas une répartition des revenus personnels comparable à celle qui existe dans la société capitaliste, si l'on tient compte du fait que le bureaucrate utilise tout son revenu pour sa consommation personnelle, l'accumulation étant faite par l'Etat? Existe-t-il ou non, dans les démocraties populaires et en Russie, des traitements vingt, cinquante ou cent fois supérieurs au salaire moyen des ouvriers? Cela n'équivaudrait-il pas en France à des traitements ou à des revenus mensuels de six cent mille francs, trois millions ou six millions?

Pendant les deux premières semaines de l'insurrection, il s'est constitué à Budapest un « parti révolutionnaire de la jeunesse ». On sait que la jeunesse a joué un rôle de premier plan dans toute l'insurrection. Le programme de ce parti, publié par *Le Monde* du 3 novembre, déclarait « qu'il n'est pas question de rendre les usines aux capitalistes, ni la terre aux propriétaires fonciers ».

45° La constitution de ce parti ne montre-t-elle pas que, en plus des Conseils ouvriers, des forces révolutionnaires saines, qui voulaient rompre avec un passé répudié par tout le monde et avancer vers le socialisme, étaient en train de s'organiser? Que Kadar n'a ni pu ni voulu s'y appuyer? Que l'intervention armée des Russes a abouti à les écraser?

Parlant des événements de Pologne et de Hongrie dans *L'Humanité* du 25 octobre 1956, Marcel Servin attribue les « difficultés matérielles qui subsistent encore » dans ces pays aux destructions subies pendant la guerre, à l'effort de défense, enfin à « des erreurs commises par certains partis des pays de démocratie populaire, notamment dans l'établissement de leurs plans économiques, erreurs reconnues, corrigées ou en voie de correction ».

Quelques jours plus tard, Etienne Fajon, dans son discours à la Maison des Métallurgistes reproduit dans *L'Humanité* du 3 novembre, disait :

« C'est ainsi qu'en Pologne, dès 1953, le revenu national avait doublé par rapport à l'avant guerre; la production industrielle avait presque quadruplé... l'année dernière, la consommation de viande par tête d'habitant était deux fois plus élevée qu'avant la guerre, la production de chaussures dix fois plus élevée... Des transformations analogues avaient été enregistrées en Hongrie... la production de l'industrie alimentaire y avait triplé... »

46° Si les données fournies par Fajon sont exactes, n'est-il pas évident que Servin essaie de noyer le poisson en parlant des destructions dues à la guerre, onze ans après la fin de celle-ci, et lorsque tout le monde sait que dans tous les pays européens, de l'Est comme de l'Ouest, la reconstruction avait été achevée au plus tard en 1949-1950 ? Et n'est-ce pas le même sophisme auquel se livre Fajon plus loin dans son discours en parlant lui aussi des « effroyables destructions de la guerre », après avoir dit que dès 1953 — trois ans avant les événements actuels — le revenu national en Pologne avait doublé par rapport à l'avant guerre ?

47° Si les données de Fajon sont exactes — consommation de viande doublée, production de chaussures décuplée, production des industries alimentaires triplée, etc. — c'est-à-dire si les masses travailleuses dans ces pays avaient connues une amélioration aussi importante de leur niveau de vie, y aurait-il eu la moindre chance pour les anciens exploités ou les agents américains de fomenter une insurrection qui dure des semaines ? Les travailleurs seraient-ils à ce point dépourvus, non pas même de conscience de classe, mais du sens de la réalité ?

Sur l'évolution du niveau de vie en Pologne, voilà ce que dit Gomulka dans son discours du 20 octobre devant le Comité Central du parti polonais, radiodiffusé dans tout le pays (d'après le texte publié dans *France-Observateur*) :

« Le plan sexennal économique que l'on a prôné dans le passé avec beaucoup d'impétuosité comme étant une nouvelle étape en vue d'un accroissement élevé du niveau de vie a trompé les espoirs des larges masses des travailleurs. La jonglerie des chiffres, chiffres qui ont indiqué une augmentation de 27 % des salaires réels au cours du plan sexennal, n'a pas réussi; cela n'a fait qu'irriter davantage les gens ».

48° Croyez-vous que Gomulka pouvait mentir sur une telle question dans un discours porté à la connaissance de toute la population polonaise ? Si non, n'est-il pas

évident que Fajon et la direction du P.C.F. falsifient les faits ?

Personne ne conteste qu'il y ait eu une augmentation importante de la production dans les pays de démocratie populaire. Il y en a une d'ailleurs également dans les pays capitalistes. Mais à qui profite-t-elle ?

49° *Si, comme le dit Gomulka dans le passage cité plus haut, parler d'une augmentation des salaires réels en Pologne n'est qu'« une jonglerie des chiffres qui ne trompe personne », à quoi a-t-on utilisé le supplément de production ? A construire des usines ? Mais le capitalisme ne construit-il pas lui aussi des usines ? A quoi sert l'augmentation de la production dans le capitalisme, sinon à construire des nouvelles usines et à augmenter la consommation des privilégiés, les salaires n'étant augmentés que dans la mesure où les ouvriers luttent pour arracher des augmentations ? La situation dans les pays de démocratie populaire est-elle différente à cet égard ? En quoi ? Pendant que les salaires ouvriers stagnent en Pologne, qu'advient-il des traitements des bureaucrates, de ceux dont les ouvriers hongrois demandaient justement la limitation ? Si l'on construit des usines automobiles, par exemple, pendant que les salaires ouvriers stagnent, à qui sont destinés les automobiles produites ?*

O. Lange, économiste du Parti Ouvrier Unifié (communiste) de Pologne, a écrit dans un article qui a servi de base au programme économique élaboré au VI^e Plenum du Comité Central de ce parti (juillet 1956, donc avant le retour de Gomulka au pouvoir) et qui a été traduit dans le numéro de septembre-octobre 1956 des « Cahiers internationaux » (revue dont le Comité de patronage comprend Alain Le Léap) :

« Pour cela (pour surmonter les difficultés économiques existantes), il faut également liquider l'appareil bureaucratique pléthorique qui a proliféré dans tous les domaines de l'économie nationale. Cet appareil freine le bon fonctionnement de l'économie et absorbe de façon non productive une partie excessive du revenu national. Les masses laborieuses le savent, elles qui considèrent comme un signe de gaspillage et de mauvaise gestion ce trop important appareil bureaucratique ».

50° *Si l'appareil bureaucratique « absorbe d'une façon non productive une partie excessive du revenu national », s'agit-il là d'une « erreur » ? Cet appareil ne vit-il pas par l'exploitation du travail productif des travailleurs ?*

51° *Pourquoi Thorez et Fajon, ni dans leurs allocutions du 2 novembre, ni nulle part ailleurs, ne parlent-ils pas de cet appareil bureaucratique, de ses privilèges basés sur l'exploitation des masses, mais parlent seulement d'« erreurs de planification », comme si un ingénieur s'était trompé avec sa règle à calcul ? N'est-ce pas parce qu'ils sont eux-mêmes, et quelques milliers de cadres du P.C.F., candidats à ce rôle de bureaucrates-exploiteurs au cas où ils accéderaient au pouvoir ?*

Personne ne conteste l'augmentation de la production dans les démocraties populaires. Mais comment est-elle obtenue ? Gomulka constate, dans son discours, qu'au cours du plan sexennal (1950-1955), la production de charbon de Pologne est passée de 74 à 94,5 millions de tonnes. Mais, en même temps, « les mineurs ont fait, en 1955, 92.634.000 heures supplémentaires, ce qui constitue 15,5 % du nombre global d'heures réalisées au cours de cette période. Cela représente 14.600.000 tonnes de charbon extraites en dehors des heures normales de travail... En 1949, l'extraction houillère, au cours d'une journée-travail, était de 1.320 kg par mineur. En 1955, cette production est tombée à 1.163 kg, c'est-à-dire de 12,4 %. Si nous considérons seulement l'extraction calculée par équipe de fond, cette diminution de l'extraction s'élève à 7,7 % pendant ce temps par journée-travail ».

Dans un autre extrait de son discours, cité par *L'Express* du 26 octobre, Gomulka dit :

« La politique économique, en ce qui concerne notre industrie minière, a été caractérisée par une légèreté criminelle. On a institué comme règle le travail du dimanche, ce qui ne pouvait que ruiner la santé et les forces du mineur, et rendre impossible l'entretien adéquat de l'équipement minier. On a imposé à beaucoup de nos mineurs un travail de soldat et de prisonnier ».

52° *Les méthodes utilisées pour augmenter la production de charbon en Pologne ne sont-elles pas comparables aux pires méthodes d'exploitation capitaliste (heures supplémentaires, travail du dimanche, discipline de « soldat » et de « prisonnier ») ?*

53° *Si le mineur polonais est soumis à ce régime pendant son travail et si, parallèlement, son niveau de vie n'augmente pas, en quoi la « nationalisation » et la « planification » ont-elles changé sa situation réelle ?*

54° *La diminution du rendement par mineur, citée par Gomulka, relève-t-elle des « erreurs » et des « disproportions » dont parlent Servin, Thorez et Fajon, ou bien*

exprime-t-elle une attitude des mineurs face à la production ? Dans tous les régimes où les travailleurs se savent exploités, leur première réaction n'est-elle pas le refus de coopérer à la production ? Dans les usines capitalistes, n'observe-t-on pas quotidiennement un conflit insurmontable entre les ouvriers et l'appareil de direction autour du rendement ?

On pourrait penser que cette situation est particulière à l'industrie minière. Voilà ce que dit, concernant l'économie dans son ensemble, O. Lange dans son article déjà cité (pages 73 et 78) :

« Nous observons, depuis plusieurs années déjà, une indifférence croissante à l'égard du travail, dans l'appareil administratif, de distribution et des services. Cette indifférence paralyse notre vie quotidienne. Actuellement, elle gagne également les rangs de la classe ouvrière qui, étant la partie la plus consciente — du point de vue social et politique — de la nation, s'y était le plus longtemps opposée. Toutes les possibilités de diriger à l'aide de slogans moraux et politiques et d'ordres de nature juridique et administrative sont aujourd'hui épuisées... L'attitude nihiliste d'une grande partie des travailleurs découle tant du bas niveau de vie que du fait qu'ils doutent que la politique économique qui exige des masses laborieuses de tels sacrifices, soit juste et fondée ».

- 55° Y a-t-il des raisons de penser que, sur les points essentiels, la situation en Hongrie ou dans les autres démocraties populaires soit substantiellement différente de ce qu'elle est en Pologne ?
- 56° Ce que Lange appelle, dans son langage de bureaucrate, « attitude nihiliste des travailleurs », est-il autre chose que la juste réaction de classe des ouvriers qui se savent exploités, ne croient pas aux mensonges qu'on leur raconte, et refusent leur coopération à la production autant qu'ils le peuvent ?
- 57° Pour que cette réaction de classe des ouvriers arrive à « paralyser la vie quotidienne » — chose qu'on n'a presque jamais vu dans aucune société d'exploitation — ne faut-il pas que l'exploitation et l'oppression soient devenues intolérables ?
- 58° Lorsqu'à partir d'une telle situation les ouvriers, au lieu de sombrer dans le désespoir et le « nihilisme », prennent les armes, se révoltent, forment des Conseils et exigent la gestion ouvrière de la production, comme ils l'ont fait en Hongrie, êtes-vous avec eux ou avec « l'appa-

reil bureaucratique qui freine le bon fonctionnement de l'économie et absorbe de façon non productive une partie excessive du revenu national » ?

Le vendredi 2 novembre, le gouvernement de Pékin a publié une déclaration dans laquelle il est dit :

« Certains pays socialistes ont négligé le principe de l'égalité des nations dans leurs rapports entre elles. Une telle erreur, dont l'essence est de nature chauvine-bourgeoise, peut, particulièrement lorsqu'elle est commise par une grande puissance, causer un grand tort à la cause et à la solidarité des pays socialistes... Ce sont de telles erreurs qui ont provoqué des situations tendues qui autrement ne se seraient pas produites, comme celles de la Yougoslavie naguère, de la Pologne et de la Hongrie actuellement ».

Cette déclaration a été reproduite par *Le Monde* du 4-5 novembre 1956, mais non par *L'Humanité*. C'est peut-être une de ces « opinions de tel ou tel dirigeant d'un parti frère » que, d'après Fajon, les lecteurs de *L'Humanité* n'ont pas le droit de connaître. Toutefois, d'une façon emasculée, on retrouve la même idée dans la déclaration soviétique du 30 octobre (publiée dans *L'Humanité* du 31) où il est dit : « ... Plus d'une difficulté a surgi, plus d'une tâche n'a pas été résolue, et des erreurs pures et simples ont été commises, en particulier en ce qui concerne les relations entre pays socialistes. Ces violations et ces erreurs ont réduit la portée des principes de l'égalité en droits dans les relations entre les pays socialistes ».

- 59° Que signifie en français clair « négliger le principe de l'égalité des nations dans leurs rapports entre elles » ? Cela ne veut-il pas dire qu'une nation — « une grande puissance », comme dit la déclaration de Pékin, avec une délicatesse toute chinoise — c'est-à-dire la Russie, domine les autres ? Est-il concevable que de plusieurs pays « socialistes » il y en ait un qui domine les autres ? Comment, non pas tel acte de tel dirigeant, mais la politique d'un pays « socialiste » pendant des années et ses rapports avec d'autres pays « socialistes » peuvent-elles présenter des « erreurs d'essence bourgeoise-chauvine » ? Ces « erreurs » n'ont-elles pas des racines économiques et sociales aussi bien en Russie même que dans les autres pays « socialistes » ? Lorsque la Russie prend l'uranium hongrois ou tchèque, le charbon polonais, le tabac bulgare et vend à ces pays ses produits, en fixant souverainement dans les deux cas le prix, est-ce une « erreur » ou de l'exploitation ? Cette exploitation, même si elle prend des formes différentes, n'aboutit-elle

pas aux mêmes résultats que l'exploitation des pays coloniaux par les pays impérialistes occidentaux ? Comme dans le cas de l'Algérie et de la France, la domination politique et l'exploitation économique ne se conditionnent-elles pas alors l'une l'autre ?

60° *Si le gouvernement russe parle aujourd'hui — et pour l'instant il ne fait rien de plus que parler — de redresser ces « erreurs », est-ce parce qu'il est devenu meilleur ou parce que la résistance des Polonais et des Hongrois l'y oblige ? En quoi diffère-t-il des colonialistes français qui n'ont commencé à se retirer du Maroc et de la Tunisie que lorsque la résistance de ces peuples les y a forcés ?*

L'insurrection hongroise

LA VERITE SUR DOUZE JOURS DE LUTTE

Que s'est-il exactement passé entre le 23 octobre et le 2 novembre ?

Nous essayerons de le dire en nous appuyant presque exclusivement sur des informations diffusées par la presse et la radio hongroise, c'est-à-dire sans nous référer à des témoignages dont on peut contester l'impartialité. La plupart des informations dont nous faisons usage ont été publiées par la presse française, mais cette presse a fonctionné comme presse bourgeoise. C'est-à-dire qu'elle a cherché à dissimuler ou à minimiser l'action du prolétariat et qu'en revanche elle a mis au premier plan tout ce qui permettait de présenter l'insurrection comme un soulèvement national. Toutes les revendications politiques et nationales ont été soulignées et on a surtout parlé des combats que menaient les « insurgés » en général, sans chercher à expliquer quelles étaient les forces sociales en lutte. Ce n'est que dans la toute dernière période qu'on a annoncé que des tendances très diverses se manifestaient. On n'a mentionné qu'incidemment l'existence des conseils, et leurs revendications. Grâce à cette manœuvre la presse a complètement déformé les traits de la révolution pendant la toute première période. Pendant les trois premiers jours en effet les émissions de radio-Budapest étaient pour leur plus grande part consacrées à l'action des usines, celles des faubourgs de Budapest — Csepel, Rada Utca, Ganz, Lanz, Etoile Rouge, Jacques-Duclos — celles des grands centres industriels de province — à Miskolc, Gyor, Szolnok, Pecs, Debrecen, etc...

Les villes où, selon des informations de sources diverses, des mouvements insurrectionnels ont éclaté depuis la nuit du 23 au 24 octobre ont été, en dehors de Budapest :

Région de Borsod : Hongrie nord-orientale, aux confins de la Tchécoslovaquie. Mines de charbons et aciéries parmi les plus importantes du pays, importantes centrales électriques. Centre de l'industrie chimique hongroise. Ville la plus importante : Miskolc, 100.000 habitants. Autre centre sidérurgique : Diosgyoer.

Région de Baranya: Hongrie méridionale, aux confins des frontières yougoslaves, entre le Danube et la Drau. Mines de charbon, gisements d'uranium découverts il y a quelques années. Capitale: Pecs.

Gyöer: Hongrie occidentale, sur le Danube, sur la route de Budapest à Vienne. Ville industrielle, notamment la plus grosse usine de matériel ferroviaire de Hongrie.

Szeged: troisième ville de Hongrie. Région agricole, aux confins des frontières yougoslaves et roumaines. Importante université.

Szolnok: l'un des plus gros centres ferroviaires de Hongrie. Base aérienne. Passage de la ligne de chemin de fer en direction de Moscou.

De ces émissions il ressortait qu'à l'exception de Budapest où dès le début l'ensemble de la population s'était soulevé, le combat révolutionnaire reposait exclusivement sur les ouvriers d'usine: ceux-ci formaient partout des *Conseils*, partout formulaient des revendications révolutionnaires, partout s'emparaient d'armes, en plusieurs endroits se battaient avec acharnement.

On sait que tout a commencé le 23 octobre par une manifestation de solidarité en faveur des polonais, organisée par le cercle Petoefi, c'est-à-dire par les étudiants et les intellectuels. Cette manifestation d'abord interdite, puis autorisée au dernier moment par le gouvernement fut rejointe par des masses d'ouvriers et d'employés qui avaient quitté les usines et les bureaux. Elle se développa dans l'ensemble pacifiquement. Mais dans la soirée un discours de Geroe mit le feu aux poudres. Alors qu'ils s'attendaient à d'importantes concessions de la part du gouvernement les manifestants s'entendirent dire que l'amitié de la Hongrie pour l'U.R.S.S. était indéfectible, que des éléments troubles qui voulaient créer de l'agitation seraient matés et que le comité central n'avait pas l'intention de se réunir avant le 31 octobre, soit huit jours plus tard. A la suite de Geroe, Nagy prodigua quelques bonnes paroles et un appel au calme. Les manifestants ressentirent le discours de Geroe comme une provocation. Une colonne de manifestants se dirigea vers la Radio et chercha à y pénétrer pour que soient diffusées leurs revendications: « La radio ment! Nous voulons faire connaître ce que nous voulons ». La police de sécurité tira alors sur les manifestants — et à partir de ce moment-là les combats se propagent dans la ville. — Quelques heures plus tard, Geroe, affolé, appelle Nagy au Gouvernement, mais cela ne modifie en rien l'attitude des insurgés, qui mettent en avant des revendications de fond, et ne se contentent pas d'un changement de personnes.

Le discours de Geroe mit donc le feu aux poudres. Mais il serait risqué de penser que les manifestants seraient sage-

ment rentrés chez eux si l'on avait bien voulu leur annoncer le retour immédiat de Nagy au pouvoir. Il y avait très longtemps qu'une extraordinaire effervescence régnait à Budapest. Et nous ne pensons pas seulement aux manifestations du cercle Petoefi où d'importants meetings avaient dénoncé toujours plus violemment la politique du gouvernement et le rôle de l'U.R.S.S. Nous ne pensons pas seulement, non plus, à l'extraordinaire climat qu'avaient suscité les funérailles de Rajk puis celles d'anciens membres du Parti et d'anciens officiers dont les masses avaient appris quelques fois en même temps la liquidation et la réhabilitation. Un fort courant d'opposition grandissait depuis des mois au sein du Parti; la démocratisation, la limitation de l'emprise russe étaient demandées avec insistance, les crimes et les tares du régime étaient dénoncés publiquement. Les événements de Pologne avaient porté à son comble cette agitation. C'est cette situation qui explique que, par la suite, la grande majorité des cadres moyens du Parti et de ses militants de base se sont trouvés du côté des insurgés. Mais en même temps, une grande agitation se manifestait dans les usines.

Dès le mois de juillet dernier, l'organe du parti la signalait et demandait des réformes d'urgence pour apaiser les ouvriers. Le gouvernement dut ainsi promettre, à cette époque, que le niveau de vie des masses serait relevé de 25% et annoncer l'abolition de l'emprunt forcé (qui équivalait à une retenue de 10% sur les salaires). Les promesses n'avaient pourtant pas suffi, elles étaient d'ailleurs tempérées par la légalisation de la semaine de 46 heures (heures normales) alors qu'un projet précédent avait prévu 42 heures. De toutes manières les ouvriers étaient décidés à ne pas se contenter de quelques miettes; ils ne voulaient plus des cadences de production imposées par le gouvernement; ils ne voulaient plus des ordres du syndicat et du parti qui étaient des agents de l'Etat aussi serviles que le directeur d'usine et ils élevaient la voix d'autant plus haut qu'en face d'eux les dirigeants syndicaux et politiques se trouvaient chaque jour discrédités par l'étalage dans la presse des méfaits du régime Rakosi auxquels ils avaient appartenu.

Les ouvriers qui étaient dans la rue le 23 octobre n'étaient pas seulement venus réclamer le retour de Nagy; ils avaient autre chose en tête, leur attitude peut être résumée par la déclaration d'un ouvrier tourneur des grandes usines Csepel, publiée deux jours plus tôt par l'organe des jeunes communistes: « Jusqu'à présent nous n'avons pas dit mot. Nous avons appris pendant ces temps tragiques à être silencieux et à avancer à pas de loup. Soyez tranquilles, nous parlerons aussi ».

Dans la nuit du 23 au 24, la police de sécurité continue à tirer sur les manifestants. Mais les soldats hongrois fraternisent avec ces derniers, et dans les casernes, ils fournissent eux-mêmes des armes aux manifestants, ou n'opposent aucune résistance lorsque ceux-ci s'emparent des armes. Des ouvriers des arsenaux amènent des armes et les distribuent. Le lendemain a lieu notamment une grande bataille devant le parlement où interviennent, annonce Radio Budapest, les chars soviétiques et des avions. Il n'y a pas de doute sur le rôle que jouent les ouvriers ce mercredi 24 ; ils se battent avec acharnement. Ce sont les ouvriers des usines Csepel qui sont à l'avant-garde et qui créent le comité central de l'insurrection. Un tracté édité par « les étudiants et les ouvriers révolutionnaires » appelle à la grève générale. Le même jour la radio officielle annonce que des troubles ont éclaté en province dans les usines ; elle diffuse constamment des communiqués qui font état de manifestations survenues dans les centres industriels de Hongrie. Le soir, elle annonce que le calme est revenu dans certaines entreprises de province et elle appelle instamment les ouvriers à reprendre le travail le lendemain matin. Le jeudi, le gouvernement donne l'ordre de nouveau aux ouvriers et aux fonctionnaires de reprendre le travail, ce qui atteste que la grève continue.

A plusieurs reprises le gouvernement se croit maître de la situation et le dit. C'est qu'il ne comprend pas exactement ce qui se passe dans le pays entier : des comités ouvriers se constituent un peu partout mais le plus souvent ils expriment leur confiance à Nagy ; la grève est générale mais elle n'est pas dirigée contre Nagy. Par exemple le conseil révolutionnaire de Miskolc qui joue très vite un rôle de premier plan demande le 25 « un gouvernement où soient placés des communistes dévoués au principe de l'internationalisme prolétarien, qui soit avant tout hongrois et respecte nos traditions nationales et notre passé millénaire ».

Les conseils peuplent la Hongrie, leur pouvoir devient dès jeudi le seul pouvoir réel en dehors de l'armée russe. Mercredi, le gouvernement manie tour à tour la menace et la prière. Tour à tour il annonce que les insurgés seront écrasés et leur propose de rendre les armes en échange d'une amnistie. Mais à partir de jeudi après-midi il s'avère qu'il est impossible de faire quoique ce soit contre la grève générale et les Conseils. Entre trois et quatre heures de l'après-midi Nagy et Kadar promettent qu'ils vont négocier le départ des Russes ; le soir le Front Populaire Patriotique déclare à la radio : « le gouvernement sait que les insurgés sont de bonne foi ». L'organe du P.C. hongrois, *Szabad Nep* a déjà reconnu le même jour que le mouvement n'est pas seulement l'œuvre

de contre-révolutionnaires mais qu'il est aussi « l'expression de l'amertume et du mécontentement de la classe ouvrière ». Cette reconnaissance partielle de l'insurrection a été, comme on le voit, dépassée par les événements en quelques heures et c'est l'ensemble de l'insurrection que le gouvernement est contraint de légitimer. Le lendemain matin, le commandant des forces de l'ordre s'adresse par la radio aux insurgés en les appelant « jeunes patriotes ».

Il y a donc jeudi une espèce de tournant. Il semble que l'insurrection ait vaincu, que le gouvernement cède. Et Nagy sanctionne ce changement en réformant le gouvernement ; il appelle à collaborer avec lui Bela Kovacs, ancien secrétaire du parti des petits propriétaires, emprisonné par les Russes pour « espionnage » et Zoltan Tildy, du même parti, ancien président de la République, au lendemain de la guerre. Cette transformation gouvernementale est très étonnante. Elle vise bien à satisfaire l'opinion puisqu'elle montre que le parti communiste est prêt à collaborer désormais avec d'autres partis ; en même temps Nagy donne des gages de son hostilité aux Russes car il n'y a pas de doute que ses nouveaux collaborateurs, persécutés récemment par Moscou, l'aideront à exiger de nouvelles relations avec l'U.R.S.S. Mais cette réforme ne satisfait pas les Conseils ouvriers : ceux-ci demandent bien l'indépendance nationale et la démocratie, mais ils ne veulent pas de politiciens réactionnaires qui, au surplus, ont déjà collaboré avec les Russes. Le retour au pouvoir des anciens leaders « petits propriétaires » satisfait probablement, en revanche, une partie de la paysannerie et la petite bourgeoisie de Budapest, mais en même temps elle incite ces couches à s'enhardir, à formuler leurs propres revendications et à venir sur le devant de la scène, alors que jusqu'à présent le combat révolutionnaire avait reposé principalement sur le prolétariat.

Plaçons-nous maintenant à la date du samedi 27 octobre et avant de rechercher comment évolue la révolution, considérons ce que fut l'insurrection ouvrière durant les quatre premiers jours.

Le Conseil de Miskolc nous servira d'exemple.

Ce conseil a été formé dès le 24. Il a été élu démocratiquement par tous les ouvriers des usines de Miskolc, indépendamment de toute position politique. Il a ordonné aussitôt la grève générale, sauf dans trois secteurs : les transports, l'énergie électrique et les hôpitaux. Ces mesures témoignent de son souci de gouverner la région et d'assurer à la population le maintien des services publics. Très tôt également (le 24 ou le 25) le Conseil a envoyé une délégation à Budapest pour prendre contact avec les insurgés de la capitale, leur

apporter le soutien actif de la province et agir de concert avec eux. Il publie un programme en quatre points :

- Retrait immédiat de toutes les troupes soviétiques ;
- Formation d'un nouveau gouvernement ;
- Reconnaissance du droit de grève ;
- Amnistie générale pour les insurgés.

Sur le plan politique, le Conseil a nettement défini sa position, le jeudi 25. Grâce à la radio dont il s'est emparé, celle-ci a été aussitôt connue dans la Hongrie entière. Nous l'avons déjà rapporté : il est pour l'internationalisme prolétarien et simultanément pour un communisme hongrois national. L'association des deux idées peut paraître confuse du point de vue des principes de communisme. Dans les circonstances présentes, elle est parfaitement compréhensible. Le conseil est internationaliste, c'est-à-dire qu'il est prêt à lutter avec les communistes et les ouvriers du monde entier, mais il est national c'est-à-dire qu'il refuse toute sujétion à l'U.R.S.S. et demande que le communisme hongrois soit libre de se développer comme il l'entend.

Par ailleurs le Conseil n'est pas opposé à Nagy. Il propose un gouvernement dirigé par celui-ci. Cela ne l'empêche pas de faire le contraire de ce que demande Nagy. Au moment où celui-ci supplie les insurgés de déposer les armes et plus particulièrement les ouvriers de reprendre le travail, le Conseil de Miskolc forme des milices ouvrières, maintient et étend la grève et s'organise comme un gouvernement local indépendamment du pouvoir central. Ce n'est pas seulement parce qu'il veut chasser les Russes et qu'il croit Nagy leur prisonnier. Il n'est prêt à soutenir Nagy que si celui-ci applique le programme révolutionnaire. Ainsi, quand Nagy fait entrer au gouvernement les représentants du parti des propriétaires, il réagit vigoureusement. Dans un « communiqué extraordinaire » diffusé par sa radio le samedi 27 à 21 h. 30, le Conseil déclare notamment qu'il « a pris en main le pouvoir dans tout le comitat de Borsod. Il condamne sévèrement tous ceux qui qualifient notre combat de combat contre la volonté et le pouvoir du peuple. Nous avons confiance en Imre Nagy, ajoute-t-il, mais nous ne sommes pas d'accord avec la composition de son gouvernement. Tous ces politiciens qui se sont vendus aux Soviets ne doivent pas avoir leur place dans le gouvernement. Paix, Liberté et Indépendance ».

Cette dernière déclaration met bien en relief aussi l'activité du Conseil qui, nous venons de le dire, se comporte comme un gouvernement autonome. Le jour même où il prend le pouvoir dans tout le département de Borsod, il dissout les organismes qui sont la trace du régime précédent, c'est-à-dire toutes les organisations du parti communiste (cette mesure est annoncée le dimanche matin par sa radio). Il annonce

aussi que les paysans du département ont chassé les responsables des kolkhoses et procédé à une redistribution de la terre.

Le lendemain, enfin, radio Miskolc diffusera un appel demandant aux conseils ouvriers de toutes les villes de province « de coordonner leurs efforts en vue de créer un seul et unique puissant mouvement ».

Ce que nous venons de rapporter suffit à montrer que s'est manifesté dès le lendemain du déclenchement de l'insurrection de Budapest un mouvement prolétarien qui a trouvé d'emblée sa juste expression par la création des conseils et qui a constitué le seul pouvoir réel en province. A Győr, à Pecs, dans la plupart des grandes autres villes il semble que la situation ait été la même qu'à Miskolc. C'était le Conseil Ouvrier qui dirigeait tout ; il armait les combattants, organisait le ravitaillement, présentait des revendications politiques et économiques. Pendant ce temps, le gouvernement de Budapest ne représentait rien ; il s'agitait, lançait des communiqués contradictoires, menaçait puis suppliait les ouvriers de déposer les armes et de reprendre le travail. Son autorité était nulle.

En face des conseils il n'y avait que les troupes russes, et encore dans certaines régions il semble bien qu'elles ne se battaient pas. Dans le département de Miskolc, notamment, on signala que les troupes étaient dans l'expectative et que dans plusieurs occasions des soldats soviétiques fraternisaient. Des faits analogues sont signalés dans la région de Győr.

Nous ne connaissons pas précisément toutes les revendications formulées par ces Conseils. Mais nous avons l'exemple du Conseil de Szeged. Selon un correspondant yougoslave (du journal *Vjesnik* de Zagreb) qui se trouvait dans cette ville, le 28 octobre a eu lieu une réunion des représentants des Conseils ouvriers de Szeged, les revendications adoptées ont été : le remplacement des autorités locales staliniennes, l'application de l'*autogestion ouvrière* et le départ des troupes russes.

Il est tout à fait extraordinaire de remarquer que les conseils nés spontanément dans des régions différentes, partiellement isolés par les armées russes aient immédiatement cherché à se fédérer. Ils tendaient à constituer à la fin de la première semaine révolutionnaire une république des Conseils.

Sur la base de telles informations, l'image qu'a composée la presse bourgeoise d'une simple participation ouvrière à un soulèvement national est évidemment artificielle. Répétons-le : on était en présence de la première phase d'une révolution prolétarienne.

Quels étaient les objectifs de cette révolution ?

Nous les connaissons par une résolution des syndicats hongrois, publiée le vendredi 26, c'est-à-dire trois jours après le déclenchement de l'insurrection. Elle contient toute une série de revendications d'une immense portée.

Sur le plan politique, les syndicats demandent :

1° Que la lutte cesse, qu'une amnistie soit annoncée et que des négociations soient entreprises avec les délégués de la jeunesse ;

2° Qu'un large gouvernement soit constitué, avec M. Imre Nagy comme président, et comprenant des représentants des syndicats et de la jeunesse. Que la situation économique du pays soit exposée en toute franchise ;

3° Qu'une aide soit accordée aux personnes blessées dans les luttes tragiques qui viennent de se dérouler et aux familles des victimes ;

4° Que la police et l'armée soient renforcées pour maintenir l'ordre par une garde nationale composée d'ouvriers et de jeunes ;

5° Qu'une organisation de la jeunesse ouvrière soit constituée avec l'appui des syndicats ;

6° Que le nouveau gouvernement engage immédiatement des négociations en vue du retrait des troupes soviétiques du territoire hongrois.

Sur le plan économique :

1° Constitution de conseils d'ouvriers dans toutes les usines ;

2° Instauration d'une direction ouvrière. Transformation radicale du système de planification et de la direction de l'économie exercée par l'Etat. Rajustement des salaires, augmentation immédiate de 15 % des salaires inférieurs à 800 forint et de 10 % pour les salaires de moins de 1.500 forint. Etablissement d'un plafond de 3.500 forint pour les traitements mensuels. Suppression des normes de production, sauf dans les usines où les conseils d'ouvriers en demanderaient le maintien. Suppression de l'impôt de 4 % payé par les célibataires et les familles sans enfants. Majoration des retraites les plus faibles. Augmentation du taux des allocations familiales. Accélération de la construction de logements par l'Etat ;

3° Les syndicats demandent en outre que soit tenue la promesse faite par M. Imre Nagy d'engager des négociations avec les gouvernements de l'U.R.S.S. et des autres pays en vue d'établir des relations économiques donnant aux parties des avantages réciproques sur la base du principe de l'égalité.

Il est dit en conclusion que les syndicats hongrois devront fonctionner comme avant 1948, et devront changer leur appellation et s'appeler désormais « syndicats libres hongrois ».

Cette liste de revendications est signée par la présidence du conseil des syndicats hongrois, mais il n'y a pas de doute qu'elle reprend et systématise les revendications émises par les divers Conseils ouvriers.

Considérons de près ces revendications. Assurément, elles ne constituent pas un programme socialiste maximum. Car un tel programme aurait pour premier point : gouvernement des représentants des conseils appuyé sur les milices ouvrières. Peut-être était-ce là ce que souhaitaient de nombreux ouvriers, déjà très en avance sur les déclarations des « sommets ». Peut-être pas. Nous n'en savons rien. De toutes manières ce qu'on peut considérer comme théoriquement juste n'est pas nécessairement ce que pensent et ce que disent ceux qui sont engagés dans une révolution et qui sont placés dans des conditions déterminées.

Tel quel, le programme des syndicats va très loin. D'une part il demande que Nagy gouverne avec les représentants de la jeunesse et ceux des syndicats. Or la jeunesse a été à l'avant-garde de la révolution ; d'autre part, les syndicats doivent être transformés, redevenir des syndicats libres, de véritables représentants de la classe, leurs organismes doivent être démocratiquement élus. La demande revient donc à exiger un gouvernement révolutionnaire.

En second lieu le programme prévoit l'armement permanent d'ouvriers et de jeunes qui, avec l'armée et la police, seront le soutien du gouvernement.

En outre, et ce point est essentiel, la résolution demande la constitution de conseils dans toutes les usines. Cela prouve que les ouvriers voient dans leurs organismes autonomes un pouvoir qui a une signification universelle ; ils ne le disent pas, ils n'ont peut-être pas conscience de ce qui leur sera possible de faire, mais ils tendent à une sorte de république des conseils. Ils ne sont pas du tout disposés à s'en remettre au gouvernement du soin de décider de tout en leur nom, mais veulent au contraire consolider et étendre le pouvoir qu'ils détiennent eux-mêmes dans la société.

Mais ce qui prouve la maturité révolutionnaire du mouvement ce sont les revendications propres à l'organisation de la production. Ces revendications échappent évidemment à l'intelligence du journaliste bourgeois, car celui-ci ne voit que ce qui se passe à la surface des choses, c'est-à-dire sur le plan étroitement politique. Or ce qui *dans la réalité* décide de la lutte des forces sociales ce sont les relations qui existent au sein de la production, au cœur des entreprises.

Les ouvriers pourraient bien avoir au gouvernement des hommes en qui ils ont confiance et qui sont animés d'excellentes intentions, ils n'auraient rien gagné encore si dans leur vie de tous les jours, dans leur travail ils demeuraient de

simples exécutants qu'un appareil dirigeant commande, comme il commande aux machines. Les conseils eux-mêmes seraient finalement dépourvus d'efficacité et destinés à dépérir s'ils ne comprenaient pas que leur tâche est de prendre en main l'organisation de la production.

De ceci les ouvriers hongrois étaient conscients. Et c'est ce qui donne à leur programme une immense portée. Ils en étaient d'autant plus conscients que le régime stalinien, tout en leur refusant toute participation à la gestion des usines n'avait cessé de proclamer que les ouvriers étaient les vrais propriétaires de leurs entreprises. En quelque sorte le régime stalinien avait contribué sur ce point à son propre renversement car il avait permis aux ouvriers de comprendre une chose, plus clairement que partout ailleurs : c'est que l'exploitation ne vient pas de la présence de capitalistes privés, mais plus généralement de la division dans les usines entre ceux qui décident de tout et ceux qui n'ont qu'à obéir.

Le programme des syndicats s'attaque donc à cette question qui est fondamentalement révolutionnaire : il demande dans le même paragraphe « l'instauration d'une direction ouvrière et la transformation radicale du système de planification et de la direction de l'économie exercée par l'État ». Comment cette transformation radicale s'effectuera-t-elle ? Comment les ouvriers réussiront-ils au travers de leur direction à participer à la planification ? Cela n'est pas dit. Cela ne pouvait d'ailleurs être dit, trois jours après l'insurrection, dans le feu de la lutte encore, et dans un document qui ne pouvait affirmer que des principes. Mais si la revendication est encore mal définie son esprit ne fait pas de doute : les ouvriers ne veulent plus que s'élabore indépendamment d'eux le plan de production, ils ne veulent plus que ce soit une bureaucratie d'État qui envoie les ordres. Cela les intéresse au plus haut point de savoir ce que la direction décide à l'échelle nationale, comment la production sera orientée, dans quelles branches on projette de faire les plus grands efforts et pourquoi. Quel volume doit être atteint dans les divers secteurs ; quelle est la répercussion de ces objectifs sur leur niveau de vie, sur la durée de la semaine de travail, sur le rythme de travail que cela imposera.

Si l'on poursuit attentivement l'examen du paragraphe « économique » du programme on s'aperçoit enfin que les ouvriers ne s'arrêtent pas à des revendications de principe ; ils font une demande très précise et qui a immédiatement une répercussion formidable sur l'organisation de la production dans les usines : ils exigent la suppression des normes de production, sauf dans les usines où les conseils en demanderaient le maintien. Cela revient à dire que les ouvriers doivent être libres d'organiser leur travail comme ils l'en-

tendent. Ils veulent mettre à la porte toute la bureaucratie, depuis les agents d'études jusqu'aux chronos qui veulent aligner le travail humain sur le travail de la machine et qui, de plus en plus, alignent le travail des machines sur les cadences folles imposées au travail humain, quitte à faire sauter les machines.

Ils n'excluent pas que dans certains cas des normes doivent être maintenues mais ils spécifient que ce sont les ouvriers qui, à travers leur Conseil, sont seuls qualifiés pour en décider.

De toute évidence, cette revendication pose les premiers jalons d'un programme gestionnaire et si la situation lui avait permis de se développer elle ne pouvait que conduire à ce programme. Et, en effet on ne peut pas séparer l'organisation du travail des hommes de celle de la production en général. Les directeurs d'entreprise n'ont jamais toléré une telle dissociation et ne le peuvent effectivement pas car tout se tient dans l'usine moderne. Le jour où les hommes décident de la conduite de leur travail ils sont amenés à envisager tous les problèmes de l'entreprise.

Finalement détachons du programme des syndicats les revendications de salaire. Ce qui est très caractéristique c'est qu'elles visent à resserrer l'éventail des salaires, c'est-à-dire à combattre la hiérarchie : 15 % au dessous de 800 forints, 10 % entre 8 et 1.500, un plafond de 3.500. Or la hiérarchie est l'arme des staliniens comme des capitalistes, parce qu'elle leur permet, d'une part de constituer une couche privilégiée qui est un soutien pour le régime établi et, d'autre part, de diviser les travailleurs, de les isoler les uns des autres en multipliant les niveaux de rémunération. La lutte contre la hiérarchie est aujourd'hui fondamentale pour les ouvriers du monde entier qu'ils travaillent à Budapest, à Billancourt, à Detroit ou à Manchester, et on la voit effectivement passer au premier plan chaque fois qu'aux États-Unis, en Angleterre ou en France une grève sauvage éclate, indépendamment des syndicats. Cette lutte devient d'autant plus claire pour les ouvriers que le développement technique tend à niveler de plus en plus les emplois : l'extrême différenciation des salaires apparaît ainsi absurde du point de vue de la logique de la production et justifiable seulement par les avantages politico-sociaux qu'en retire l'appareil dirigeant.

Dans l'appel que lancera quelques jours plus tard (le 2 novembre) le Conseil national des syndicats hongrois il sera demandé un nouveau système de salaires, c'est-à-dire sans aucun doute une refonte des catégories artificiellement multipliées par le régime précédent.

Quelle est l'image que composent ces premiers jours de lutte ? La population, dans son ensemble, s'est soulevée et a

cherché à balayer le régime fondé sur la dictature du P.C. La classe ouvrière a été à l'avant-garde de ce combat. Elle ne s'est pas dissoute dans le « mouvement national ». Elle est apparue avec des objectifs spécifiques :

1°) Les ouvriers ont organisé spontanément leur pouvoir propre : les Conseils, auxquels ils ont d'emblée cherché à donner la plus grande extension possible ; 2°) ils ont constitué avec une rapidité inouïe une puissance *militaire* qui a été capable de faire reculer dans certains cas, de neutraliser dans d'autres, les troupes russes et leurs blindés ; 3°) ils se sont attaqués à la racine même de l'exploitation en présentant des revendications qui avaient pour effet de changer complètement la situation des ouvriers dans le cadre même des entreprises.

DIVERSITE DES FORCES SOCIALES EN LUTTE MOTS D'ORDRE DEMOCRATIQUES ET NATIONAUX

Reprenons la fin des événements au moment où nous l'avions interrompu. Nous avons dit qu'à partir du jeudi 25 s'opère un tournant dans la situation. Le gouvernement reconnaît d'abord le bien fondé de la lutte insurrectionnelle ; il promet qu'il négociera bientôt le départ des troupes russes ; il donne des portefeuilles à des non-communistes (petits propriétaires). Sur cette base il se croit en mesure de réclamer que les insurgés déposent définitivement les armes. Pourtant les combats continuent. A Budapest la bataille fait rage au début de l'après-midi du vendredi 26 contre les chars soviétiques. Le gouvernement ne comprend pas cette situation : il pense que ses concessions sont déjà très importantes et surtout il est persuadé que les conseils ouvriers vont le soutenir, car, répétons-le, ceux-ci proclament qu'ils ont confiance en Nagy. Un ultimatum est donc lancé pour que les armes soient déposées le vendredi 26 avant 22 heures. Le lendemain matin, la lutte se poursuit et la radio officielle soutient que ceux qui continuent de se battre sont des « bandits » et seront traités comme tels. Les insurgés sont de nouveau considérés comme des « agents de l'Occident ».

Devant l'ampleur des combats qui reprennent (c'est notamment dans la nuit de samedi à dimanche que la prison de Budapest est attaquée et que sont exécutés les deux Farkas, chefs policiers du régime Rakosi et responsables d'une série de crimes, devant l'extension des conseils révolutionnaires qui se multiplient en province et englobent maintenant *toutes les couches de la population*, le gouvernement est amené de nouveau à céder. La situation est semble-t-il très confuse le

dimanche matin. D'une part des négociations avec des représentants étudiants à Budapest aboutissent à un armistice, d'autre part, les combats persistent malgré cet armistice. Le plus probable est que certaines fractions des insurgés qui sont à court d'armes ou de munitions ou qui se trouvent dans une mauvaise posture acceptent la négociation, tandis que d'autres, réapprovisionnées en armes par les soldats, poursuivent ou reprennent le combat.

Toujours est-il que l'après-midi du dimanche 28 amène une seconde retraite gouvernementale, qui est en même temps une capitulation russe. Entre 12 et 13 heures Nagy annonce qu'il a ordonné à ses troupes de cesser le feu. À 15 heures, Radio Budapest déclare : « Bientôt le combat prendra fin. Les armes se sont tues. La ville est silencieuse. Silence de mort. Il convient de réfléchir aux mobiles de ce meurtre atroce, dont le stalinisme et la démence sanguinaire de Rakosi sont les causes véritables ». A 16 h. 30 Nagy déclare que les troupes russes vont se retirer « immédiatement ».

En fait, on le sait, les Russes n'évacuent pas Budapest. Ils attendent, soi-disant, que les insurgés déposent les armes. Ceux-ci de leur côté refusent de les rendre et sont encouragés par les conseils de Győr et de Miskolc : les combats reprennent. Ce n'est que mardi soir qu'on paraît assuré du départ des Russes qui est confirmé officiellement par Radio Moscou.

Nous n'avons plus maintenant besoin de suivre le cours des événements d'aussi près et nous pouvons survoler la seconde semaine révolutionnaire pour en dégager les traits principaux. Mais pour comprendre l'évolution du mouvement révolutionnaire, il nous faut d'abord noter ce qui se passe sur le plan gouvernemental, sur le plan politique général et sur le plan militaire.

— Sur le plan gouvernemental, Nagy fait toute une série de concessions qui, en un sens, ont un caractère démocratique, en un autre sens revalorisent les forces petites bourgeoises. Successivement, il annonce la fin du régime du parti unique (mardi 30) et le retour à un gouvernement de coalition national analogue à celui de 1946 ; il promet des élections libres au suffrage universel ; il fonde un nouveau parti : le parti socialiste ouvrier ; il projette un statut de neutralité pour la Hongrie et la dénonciation du pacte de Varsovie ; il crée un nouveau gouvernement où les communistes n'ont que deux portefeuilles tandis que les autres sièges (à l'exception d'un qui est accordé à un représentant du nouveau parti Petoefi) sont partagés entre nationaux paysans, petits propriétaires et sociaux-démocrates.

— Sur le plan politique, les anciens partis se reconstituent rapidement : en province des sections des partis paysans, sociaux-démocrates et petits propriétaires se multiplient.

Cependant une nouvelle formation apparaît issue de l'insurrection, le parti de la jeunesse révolutionnaire, situé sur une base nettement socialiste. Plusieurs nouveaux journaux sont publiés.

— Sur le plan « militaire », la situation est dominée par la présence des Russes. Ils ont feint d'accepter de partir le dimanche 28 et au lieu de partir ils ont attaqué les insurgés dans Budapest; ils ont annoncé qu'ils se retireraient dans la soirée de lundi 29 et ont quitté en grande partie la capitale, mais se sont regroupés à distance et à partir du jeudi 1^{er} novembre, d'importants effectifs pénètrent sur le territoire hongrois.

C'est dans ce climat qu'évolue le mouvement des masses. Or ce mouvement englobe maintenant de nouvelles couches sociales. Il a d'abord été principalement un mouvement des usines, sauf, rappelons-le, à Budapest où aux côtés des ouvriers se trouvaient étudiants, employés, petits bourgeois. Il s'est traduit par l'apparition des conseils. Mais le premier recul du gouvernement (jeudi), la formation d'un gouvernement de coalition (vendredi) encouragent toutes les couches de la population à se soulever, car la victoire apparaît à tous à portée de la main. Aussi bien à Miskolc qu'à Győr des conseils de villes et de départements se constituent et viennent sur le devant de la scène. Il est bien évident que la population non-ouvrière et particulièrement les paysans sont avant tout sensibles à des revendications démocratiques et nationales. Or ces revendications ont aussi une profonde résonance dans la classe ouvrière, car elles constituent une démolition de l'ancien Etat totalitaire. Les ouvriers sont pour l'indépendance de la Hongrie face à l'exploitation russe, ils sont pour l'abolition du régime du parti unique qui s'est confondu avec la dictature stalinienne; ils sont pour la liberté de la presse qui donne aux opposants le droit de s'exprimer; ils sont même pour des élections libres qui constituent à leurs yeux un moyen de briser le monopole politique du parti « communiste ».

Une certaine unanimité dans l'euphorie de la victoire peut donc s'instaurer: il n'en reste pas moins qu'elle va de pair avec une certaine confusion.

Cette confusion est accrue par la menace que fait peser l'armée russe, car tout le monde est obligé de brandir en même temps le drapeau de l'indépendance nationale.

Et cette confusion est aussi entretenue par la politique de Nagy qui, tout en reconnaissant les organismes autonomes de la classe ouvrière et en se déclarant décidé à s'appuyer dessus, ne fait en réalité que des concessions à la droite.

On aura une idée du flottement de la situation politique en se reportant une fois de plus à l'activité du Conseil de

Miskolc. Dès le dimanche 29, celui-ci publie un programme qu'il soumet aux Conseils de Győr, de Pécs, de Debreczen, de Szekesfehar, de Nyiregyhaza, de Szolnok, de Magyarovar, d'Esztergom et de plusieurs autres villes de province:

« Nous exigeons du gouvernement:

1. L'édification d'une Hongrie libre, souveraine, indépendante, démocratique et socialiste;
2. Une loi instituant des élections libres au suffrage universel;
3. Le départ immédiat des troupes soviétiques;
4. L'élaboration d'une nouvelle Constitution;
5. La suppression de l'A.V.H. (*Allamvedelmi Hatóság, police politique*). Le gouvernement ne devra s'appuyer que sur deux forces armées: l'armée nationale et la police ordinaire;
6. Amnistie totale pour tous ceux qui ont pris les armes et inculpation de Ernoe Geroe et de ses complices;
7. Elections libres dans un délai de deux mois avec la participation de plusieurs partis. »

Ce programme, visiblement, reflète non plus seulement la volonté des ouvriers des usines de Miskolc mais celle de la population du département de Borsod dans son ensemble.

Dans la seconde semaine il semble que ceux qui s'attaquent au communisme (sous toutes ses formes) parlent plus fort, tandis que ceux qui luttent pour un pouvoir prolétarien ne se manifestent pas aussi ouvertement sur le plan politique. A Győr, dès le dimanche 29, un communiqué du conseil ouvrier met en garde contre les éléments troubles non-communistes qui cherchent à exploiter la situation. Le 2 novembre, des observateurs annoncent que le pouvoir des éléments communistes y est menacé. A Budapest, il semble que des manifestations réactionnaires ont lieu.

Cependant il serait absurde de penser que se développe un véritable mouvement contre-révolutionnaire. Il n'y a pas de base pour un tel mouvement. Nulle part ne se font jour des revendications qui mettraient en cause les acquisitions de la classe ouvrière. Les éléments « droitiers » qui sont au gouvernement prennent soin de déclarer qu'on ne peut en aucune manière revenir en arrière. C'est ainsi que Tildy, leader des petits propriétaires déclare le 2 novembre: « La réforme agraire est un fait acquis. Bien entendu, les kolkhoses disparaîtront, mais la terre restera aux paysans. Les banques, les mines demeureront nationalisées, les usines resteront la propriété des ouvriers. Nous n'avons fait ni une restauration, ni une contre-révolution, mais une révolution. »

Peu importe de savoir si Tildy pense effectivement ce qu'il dit. Le fait est qu'il ne peut parler autrement parce que les forces qui dominent sont révolutionnaires.

A Budapest l'insurrection a été et reste l'œuvre des ouvriers et des étudiants. Le premier appel de la Fédération de la jeunesse, le 2 novembre, est fort clair : « Nous ne voulons pas le retour du fascisme de l'amiral Horthy. Nous ne rendrons pas la terre aux gros propriétaires fonciers ni les usines aux capitalistes. »

En province, la véritable force sociale en dehors du prolétariat est la paysannerie. Or si les revendications des paysans et leur attitude peuvent être confuses, il n'en est pas moins évident que leur lutte pour le partage des terres est de caractère révolutionnaire et que pour eux chasser les dirigeants des kolkhoses a la même portée que chasser les gros propriétaires.

En effet les paysans en Hongrie n'ont jamais eu possession de la terre; en s'en emparant ils ne régressent pas, ils font un pas en avant. Ils étaient sous le régime Horthy dans leur immense majorité des ouvriers agricoles et représentaient alors plus de 40% de la population. Ayant bénéficié de la réforme agraire au lendemain de la guerre ils se sont vu presque aussitôt dépossédés de leurs nouveaux droits et condamnés à une collectivisation forcée. Leur haine contre les bureaucrates qui dirigeaient les coopératives, et s'enrichissaient à leurs dépens s'est substituée presque sans transition à la haine qu'ils témoignaient à leurs exploiters ancestraux, les aristocrates de la terre.

En outre, on sait que la redistribution des terres après le 23 octobre n'a eu lieu que dans certains secteurs, tandis que dans d'autres les coopératives reprises en main par les paysans, continuaient à fonctionner, ce qui prouve que pour certaines couches paysannes les avantages du travail collectif demeuraient sensibles malgré l'exploitation à laquelle il avait été associé sous le régime précédent.

Il serait donc simpliste de prétendre que les paysans constituent une force contre-révolutionnaire; même si pour un grand nombre ils étaient disposés à faire confiance aux représentants des partis « petits propriétaires », attachés à une tradition religieuse et familiale, empressés à saluer le retour du cardinal Mindszenty ils demeuraient membres d'une classe exploitée, susceptibles de rejoindre le prolétariat dans sa lutte pour des objectifs socialistes.

Nous avons tout à l'heure cité le programme en 7 points de Miskolc pour montrer qu'il y apparaissait seulement des revendications démocratiques et nationales. Nous pouvons maintenant citer le programme de Magyaróvár qui lui fait en quelque sorte pendant. Programme d'un « comité exécutif municipal » manifestement dirigé par des éléments paysans il demande des élections libres sous le contrôle de l'O.N.U., le rétablissement immédiat

des organisations professionnelles de la paysannerie, l'exercice libre de leurs professions pour les petits artisans et les petits commerçants, la répartition des graves injustices commises contre l'Eglise et formule toute une série de revendications démocratiques bourgeoises, mais *en même temps*, il réclame la suppression de toutes les différences de classe (point 13).

Rien ne peut mieux montrer, à notre avis, l'ambivalence du mouvement paysan dans lequel, comme la Révolution russe en particulier l'a montré, coexistent toujours des éléments conservateurs et révolutionnaires.

LA LUTTE OUVRIERE CONTINUE

On a essayé de faire croire qu'un important mouvement contre-révolutionnaire s'était déclenché à la fin de la seconde semaine de l'insurrection, et que les conquêtes ouvrières étaient en passe d'être liquidées. Kadar a dû revenir par la suite sur ce mensonge et déclarer qu'il s'agissait d'une simple menace que faisaient peser des bandes réactionnaires et que le gouvernement avait dû devancer leur action. Mais c'était encore un mensonge. La suite des événements l'a prouvé car la classe ouvrière s'est battue avec acharnement dans la Hongrie entière, la grève est redevenue générale et les usines ont été de nouveau les bastions de l'insurrection. C'était les nouvelles conquêtes ouvrières — les conseils et l'armement des ouvriers — que les Russes ne pouvaient tolérer et qu'ils ont voulu écraser avec l'aide d'un gouvernement fantoche.

Radio Budapest, durant la troisième semaine n'a pu que rééditer le programme de supplications qu'elle avait diffusé sous le premier gouvernement Nagy au début de l'insurrection : les ouvriers étaient priés d'avoir confiance dans le gouvernement, priés de déposer les armes, priés de reprendre le travail.

La vérité est qu'à la veille de l'attaque des blindés soviétiques la situation était ouverte et que l'avenir de la société hongroise dépendait — comme il en va dans toute révolution — de la capacité des diverses forces sociales de faire prévaloir leurs objectifs propres et d'entraîner à leur suite la majorité de la population.

Ce qui était exclu en tout cas c'était un retour à un régime du type Horthy, une restauration du capitalisme privé et de grande propriété foncière. Car il n'y avait aucune couche sociale importante susceptible de soutenir cette restauration.

Ce qui, en revanche, était possible c'était soit la reconstitution d'un appareil d'Etat qui serait appuyé sur un parlement, aurait utilisé une police et une armée régulière et aurait

incarné de nouveau les intérêts d'un groupe dirigeant de type bureaucratique dans la production; soit la victoire de la démocratie ouvrière, la prise en main des usines par les Conseils, l'armement permanent de la jeunesse ouvrière et étudiante, bref un mouvement qui se serait de plus en plus radicalisé.

Dans ce dernier cas, sans aucun doute, une avant-garde se serait rapidement regroupée; elle aurait opposé au programme politique bourgeois ou bureaucratique un programme de gouvernement ouvrier; elle aurait aidé les Conseils à unifier leur action et à revendiquer la direction de la société.

Les deux voies étaient ouvertes et sans aucun doute les événements qui se seraient alors produits dans les autres démocraties populaires auraient exercé une forte influence dans un sens ou dans un autre. D'un côté, il est douteux qu'une révolution isolée ait pu se développer et triompher en Hongrie; d'un autre il est non moins douteux qu'un mouvement prolétarien ait pu durer sans faire sentir ses effets sur la classe ouvrière de Tchécoslovaquie, de Roumanie et de Yougoslavie qui continuaient à des degrés divers à subir une exploitation analogue à celle dont s'étaient libérés les ouvriers hongrois; sans donner une impulsion immense au mouvement ouvrier en Pologne, qui a depuis un mois imposé des concessions continues à la bureaucratie polonaise aussi bien que russe.

Bien entendu, lorsqu'une révolution commence, son issue n'est pas garantie d'avance. Dans la révolution hongroise, le prolétariat n'était pas seul; à côté de lui, les paysans, les intellectuels, les petits bourgeois avaient combattu la dictature de la bureaucratie, qui exploitait et opprimait toute la population. Les revendications démocratiques et nationales unissaient pendant une première phase toute la population; s'appuyant sur elles, un développement conduisant à la reconstitution d'un appareil d'Etat séparé et opposé aux Conseils. d'une « démocratie » parlementaire pouvant bénéficier du soutien des paysans et de la petite bourgeoisie, était théoriquement concevable. Dans une deuxième phase de la révolution, le contenu contradictoire de ces revendications serait apparu; à ce moment, il aurait fallu qu'une solution s'impose brutalement aux dépens de l'autre, que s'impose le parler de type bourgeois ou les Conseils, une armée et une police comme corps spécialisés de coercition ou une organisation armée de la classe ouvrière. Au départ, l'insurrection portait en elle les germes de deux régimes absolument différents.

Cependant, la suite des événements a montré quelle était la force de la classe ouvrière. Nous nous sommes étendus volontairement sur le rôle des éléments non-prolétariens qui

se sont manifestés pendant la deuxième semaine de l'insurrection. Mais il ne faudrait pas non plus exagérer leur poids réel dans la situation. Il est fatal qu'à la sortie d'un régime dictatorial toutes les tendances politiques se manifestent, que les politiciens traditionnels, à peine sortis de prison, tiennent des meetings, fassent des discours, écrivent des articles, rédigent des programmes; que dans l'euphorie de la victoire commune, un auditoire soit prêt à applaudir tous les faiseurs de phrases qui proclament leur amour de la liberté. La menace que représentaient ces tendances politiques ne correspondait pas encore à une force organisée dans la société.

Pendant ce temps, les Conseils ouvriers continuaient à exister; les ouvriers restaient, l'arme à la main. *Ces Conseils, ces ouvriers étaient la seule force réelle, la seule force organisée dans le pays* — en dehors de l'armée russe.

C'est cette force que la bureaucratie russe ne pouvait absolument pas tolérer. Les Tildy, les Kovacs, les Midszenty même — elle peut passer des compromis avec eux, gouverner en leur faisant des concessions. Elle l'avait déjà fait en Hongrie, dans tous les pays de démocratie populaire, — et en France, où Thorez et Cie ne se sont pas gênés pour participer aux côtés de Bidault à plusieurs gouvernements de 1945 à 1947. Mais l'organisation de Conseils par les ouvriers en armes signifie pour la bureaucratie une défaite totale. C'est pourquoi, forgeant l'alibi du « péril réactionnaire », elle a lancé le dimanche 4 novembre ses blindés contre les Conseils, dont la victoire risquait d'avoir des répercussions immenses et de bouleverser son propre régime.

Ce qui s'est passé alors est absolument incroyable. Pendant six jours, les insurgés ont résisté à une armée dont la puissance de feu était écrasante. Ce n'est que le vendredi 9 novembre que la résistance organisée a cessé à Budapest. Mais *la fin de la résistance militaire n'a absolument pas mis une fin tout court à la révolution*. La grève générale a continué, plongeant le pays dans une paralysie complète, et démontrant clairement que le gouvernement Kadar n'avait strictement aucun appui parmi la population. Kadar, pourtant, avait déjà accepté dans son programme, la plupart des revendications des insurgés — entre autres, la gestion ouvrière des usines. Mais le prolétariat hongrois ne pouvait évidemment pas se laisser duper par un traître, qui voulait instaurer son pouvoir par la force des blindés russes. Pendant une semaine, du 9 au 16 novembre, le gouvernement fantoche de Kadar a multiplié les appels, tour à tour menaçant, suppliant, promettant, et faisant — en paroles — des concessions toujours plus grandes. Rien n'y fit. Alors, le vendredi 16 novembre, Kadar était obligé d'entrer en pourparlers avec les Conseils — avec le Conseil central des ouvriers de Budapest. Il reconnaissait

par là même qu'il n'était lui-même qu'un zéro tout rond. que la seule force véritable dans le pays étaient les Conseils, et qu'il n'y avait qu'une seul moyen pour que le travail reprenne — c'était que les Conseils en donnent l'ordre. Sous la condition expresse qu'une série de leurs revendications seraient satisfaites immédiatement et en déclarant qu'ils n'abandonnaient pas « une virgule » du reste, les délégués ouvriers ont demandé par la radio à leurs camarades de reprendre le travail.

Ces faits ne montrent pas seulement, de façon rétrospective, le poids relatif des diverses forces dans la révolution hongroise, et la puissance extraordinaire des Conseils ouvriers. Ils jettent une lumière crue sur la *défaite totale* de la bureaucratie russe, même après sa « victoire » militaire. Déjà le fait de recourir à une répression massive, de mobiliser vingt divisions pour venir à bout d'un mouvement populaire était en lui-même, pour la bureaucratie russe obligée de se réclamer du socialisme, une défaite politique extrêmement lourde. Mais cette défaite n'est rien, en comparaison de celle qu'elle est en train de subir maintenant : il lui faut, par le truchement de Kadar, reconnaître qu'elle a massacré les gens pour rien. qu'elle n'a pas restauré son pouvoir en Hongrie, que Kadar a beau disposer de vingt divisions russes, il lui faut quand même composer avec les Conseils ouvriers.

La révolution hongroise n'est pas terminée. Dans le pays, deux forces continuent à s'affronter : les blindés russes, et les ouvriers organisés dans les Conseils. Kadar essaie de se créer un appui, en faisant des concessions extrêmement larges. Mais sa situation est sans espoir. Au moment où ces lignes sont écrites, à la veille du lundi 19 novembre, il n'est pas certain que l'ordre de reprise de travail donné par les Conseils sera effectivement suivi ; il semble que beaucoup d'ouvriers considèrent que les délégués ont eu tort d'accorder cette reprise à Kadar. Celui-ci vient de faire encore un faux pas — qu'il était d'ailleurs obligé de faire : pour s'assurer que la reprise du travail sera effective, il n'a qu'un moyen, réduire les ouvriers à la famine, exactement comme un patron ou un gouvernement capitaliste. Il a donc interdit que le ravitaillement soit introduit à Budapest par les paysans autrement qu'avec la permission du gouvernement et de l'armée russe et que les ouvriers touchent des cartes de rationnement ailleurs que dans les usines. Par là même, il ne fait que se montrer encore plus clairement aux yeux des ouvriers hongrois tel qu'il est — un fusilleur doublé d'un affameur — et approfondir le fossé qui le sépare d'eux. En même temps, les ouvriers continuent à demander avec persistance et en premier lieu, le départ des troupes russes ; celles-ci parties, on imagine aisément quel serait le sort de Kadar.

LE REGIME CONTRE LEQUEL LES OUVRIERS SE SONT BATTUS

La répression russe est si monstrueuse, le combat des ouvriers si évident que la vérité devrait s'imposer d'elle-même. Les militants communistes français devraient prendre conscience de la complicité qui unit dans le meurtre leurs propres dirigeants et ceux de l'U.R.S.S. Mais précisément parce que les illusions sur l'Etat « socialiste » sont près de se dissiper, parce que la confiance dans la clique de l'*Humanité* est près de s'évanouir, tous les moyens sont mis en œuvre pour cacher le véritable caractère des événements de Hongrie. Et peu importe que le mensonge soit immense, le P.C. français n'a pas le choix. Comme les coupables qui ont peur de se « couper » s'ils commencent d'avouer une partie de leurs crimes, le P.C. nie tout en bloc, il nie que la classe ouvrière se soit soulevée, il nie que les blindés russes l'aient écrasée, il nie même que la population voulait chasser la dictature de Moscou, il nie même que Nagy soit demeuré communiste. Il s'accroche à la thèse des assassins : l'insurrection était un *putsch fasciste*. Thèse qui n'est d'ailleurs nullement celle de Kadar puisque celui-ci ne cesse d'affirmer que les revendications des insurgés seront satisfaites...

Le P.C. ne peut convaincre, mais il sait que ses mensonges engendrent le trouble. Des militants, des sympathisants vont répétant que les mots d'ordre mis en avant dans la lutte étaient principalement bourgeois et donc réactionnaires, que l'hostilité contre l'U.R.S.S. était une manifestation de nationalisme, qu'en l'absence d'une intervention russe le régime nécessairement était voué à une restauration capitaliste. La plupart du temps ceux qui parlent ainsi ne comprennent pas quelle est la situation dans laquelle la population se souleva, face à quel régime elle eut à se battre.

La Hongrie connaît depuis dix ans un régime dit de démocratie populaire. Auparavant elle avait vécu pendant plus de vingt ans sous un régime mi-féodal mi-capitaliste couronné par la dictature du Régent Horthy. Comme dans les autres pays d'Europe Centrale et Orientale, la paysannerie composait la majorité de la population, et les paysans pauvres, en l'occurrence les ouvriers agricoles, représentaient à eux seuls près de la moitié de la population totale. Un prolétariat encore faible, mais nettement plus développé que dans les pays voisins (Tchécoslovaquie exceptée) travaillait dans des industries largement financées par le capitalisme étranger. Dans les villes s'était développé une classe moyenne, mais dont les aspirations se heurtaient au pouvoir dictatorial solidement établi sur l'aristocratie foncière et soutenu par l'étranger. Comme dans beaucoup d'autres pays sous-déve-

loppés, la stabilité du régime était en outre maintenue grâce à la complicité d'une partie de la bourgeoisie qu'une perspective révolutionnaire terrorisait et grâce à l'inertie des paysans qu'une extrême misère et un assujettissement complet aux grands propriétaires fonciers freinaient dans leur prise de conscience politique.

L'Etat hongrois n'avait été fondé en fait qu'en 1918. Auparavant, les Hongrois, un des premiers peuples d'Europe orientale qui se sont formés une conscience nationale et un Etat, avaient été soumis pendant des siècles à la domination de l'Autriche, de sorte que le problème de l'indépendance nationale avait acquis, en particulier depuis 1848, une importance explosive — que la domination russe, après 1945, lui donna à nouveau.

Le démembrement de l'Empire autrichien par le traité de Trianon (1919) donnait une solution apparente au problème national de la Hongrie, mais nullement aux autres problèmes de cette société : le problème de la terre d'abord, propriété d'une minorité de nobles, tandis que les paysans restaient soumis à une exploitation dont le fond, sinon la forme, était féodal. Le problème de la démocratie politique, ensuite, impossible à instaurer, puisque l'écrasante majorité paysanne du pays, si elle parvenait à s'exprimer politiquement, mettrait immédiatement en avant le problème du partage des terres.

Comme en Russie tsariste, la bourgeoisie tardivement développée, ne pouvait ni ne voulait s'attaquer à ces problèmes, craignant que les masses, une fois mises en mouvement, ne mettent en question d'ensemble du régime social. Et comme en Russie, le prolétariat, numériquement minoritaire, mais concentré et politiquement développé, fut poussé par la crise de la société à proposer ses propres solutions. Ce fut la révolution communiste de 1919, dirigée par Bella Kun, que les erreurs de sa direction et l'intervention armée des puissances de l'Entente ont conduit à la défaite. C'est sur cette défaite qu'a été établi le régime de Horthy, qui n'a, comme on l'a vu, fait que maintenir par la force l'état de choses antérieur.

Horthy participa à la guerre aux côtés d'Hitler. Vers la fin de la guerre, pourtant, un mouvement avait tenté de détacher la Hongrie de l'alliance avec l'Allemagne; les Allemands ont alors occupé le pays et ont exercé une véritable terreur, pourchassant et exterminant les militants de gauche et déportant 400.000 juifs dans les camps de concentration. Avant leur défaite par l'armée russe, les Allemands retranchés dans Budapest se battirent dans chaque rue et laissèrent derrière eux une ville dévastée.

L'armée russe fit à son tour régner la terreur. Pillages, viols, pendaisons se succédèrent jusqu'à ce que fut installé à Budapest un gouvernement national.

Ce gouvernement, dirigé par les communistes, avait au départ un terrible handicap : il était la création d'une armée d'occupation, et il s'élevait au milieu d'un pays en ruines que sa structure archaïque avait jusqu'ici condamné à vivre sous la tutelle de Horthy. On vit bien quel était le pouvoir réel des communistes quand aux élections de 1946 ils ne réussirent qu'à obtenir 15 % des voix tandis que les autres partis, petits propriétaires, nationaux paysans et social-démocrates se partageaient le reste du corps électoral.

Mais le parti communiste avait cependant dans son jeu des atouts considérables. D'une part, l'appui de l'U.R.S.S. lui garantissait une position dominante, d'autre part et surtout l'existence d'un prolétariat et d'une paysannerie surexploités lui offraient la possibilité de répandre rapidement une idéologie révolutionnaire. L'immense majorité du peuple hongrois était composée de travailleurs pauvres prêts à comprendre et à soutenir une politique résolument révolutionnaire.

Que fit donc le Parti Communiste ? Simultanément, il s'employa à consacrer la défaite des anciennes couches dominantes en procédant au partage des terres et à la nationalisation des banques et des industries et il chercha à s'appuyer sur les membres de ces anciennes classes pour constituer une nouvelle bureaucratie d'Etat. Des techniciens, des militaires, des hommes politiques même (par exemple, Kovacs) qui avaient été les agents du régime Horthy devinrent les cadres des nouvelles industries nationalisées, de la nouvelle armée, de la nouvelle police et affluèrent dans le parti. D'un côté donc des réformes spectaculaires, le partage des terres, les nationalisations paraissaient profiter à la paysannerie et au prolétariat; tandis que d'un autre côté se rétablissait une division stricte entre une classe dirigeante et les exploités auxquels le pouvoir restait aussi étranger qu'au temps du régime Horthy.

Dans l'industrie, des conditions de travail extrêmement dures furent instaurées, à l'image de celles qui régnaient en U.R.S.S. Comme en U.R.S.S., comme dans les autres démocraties populaires, l'ordre sans cesse renouvelé d'élever la productivité fut diffusé par les syndicats : les ouvriers devaient accepter les fréquents relèvements des normes ou passer pour des saboteurs. Les salaires étaient maintenus à un niveau extrêmement bas car les ouvriers devaient se sacrifier pour la construction du « socialisme »; les grèves étaient interdites comme des crimes contre l'Etat.

Dans les campagnes, la collectivisation forcée succéda vite au partage des terres; les prix imposés aux paysans pour la vente de leurs produits à l'Etat, l'obligation dans laquelle on les mit de travailler dans les coopératives pour un revenu dérisoire les ramena à des conditions de vie analogues à celles qu'ils avaient connues sous le régime Horthy.

Dans le même temps se construisait le Parti Communiste. Ses effectifs, très faibles en 1946, devaient atteindre le chiffre considérable de 800.000 adhérents. Le but était de constituer un appareil de direction de la société qui obéit strictement à la volonté du groupe dirigeant et qui contrôle à tous les niveaux l'application des décisions de l'Etat. Comme en U.R.S.S., comme dans toutes les autres démocraties populaires, cet objectif ne pouvait être atteint qu'à la condition de faire taire de force toute opposition, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du parti. Toute expression politique publique fut donc contrôlée, la presse muselée, les intellectuels mis au pas. Après une étape de collaboration nécessaire avec les partis non communistes, le P.C. hongrois put gouverner seul. La discipline du parti, la force de la police et des cadres de l'armée le dispensaient, dès 1948, de recourir à une façade démocratique.

Cette évolution du Parti Communiste fut-elle due aux erreurs de Rakosi ?

Il est bien évident que non. A dessein, nous n'avons pas encore parlé des excès de la collectivisation, du programme outrancier de développement de l'industrie lourde. C'est que même si on ne les mentionne pas, le totalitarisme du régime apparaît déjà clairement. Dans ses grandes lignes, la politique communiste fut aussi bien celle de Rajk et de Nagy que celle de Rakosi. C'est Rajk qui, ministre de l'Intérieur jusqu'en 1949, constitua l'élément essentiel de la dictature : la police de sécurité, grâce à laquelle le gouvernement put désormais gouverner sans demander leur avis aux masses.

Rajk et Nagy ne furent jamais en désaccord avec Rakosi que sur des modalités de la politique communiste. Nagy pensait que le rythme d'investissement dans l'industrie lourde risquait de désorganiser la production et de maintenir le pouvoir d'achat des masses à un niveau si bas que l'on ne pourrait espérer un accroissement de la productivité. En d'autres termes, il pensait que la création de hauts-fourneaux ne pouvait être effectuée de manière satisfaisante par un prolétariat en haillons. De même il recommandait qu'on ne précipite pas la collectivisation parce qu'il avait le souvenir de la terrible crise dans laquelle l'U.R.S.S. avait été plongée du fait de la collectivisation forcée. Mais Nagy, pas plus que Rajk, n'eut une seule fois le programme de

consulter les ouvriers et les paysans sur l'organisation de la production. Encore moins proposa-t-il de faire participer des Conseils d'ouvriers à l'élaboration du plan. Ni Rajk ni Nagy ne luttèrent jamais pour une démocratisation effective du parti qui aurait reconnu le droit des tendances à s'organiser et à s'exprimer publiquement.

Un niveau de vie misérable, une exploitation renforcée, un contrôle policier sur la vie sociale et intellectuelle, voici les traits de la démocratie populaire hongroise pendant dix ans. Le régime a substitué à la dictature Horthy une nouvelle dictature, orientée vers de nouvelles tâches (l'industrialisation rapide, la collectivisation agricole), mais aussi hostile aux masses que la première.

Si l'on prend conscience d'une telle situation, on comprend pourquoi toutes les couches de la population se sont liguées contre le pouvoir « communiste » aux premiers signes de faiblesse qu'il a donnés.

LA BUREAUCRATIE RUSSE ET LA REVOLUTION HONGROISE

On avait pu croire que le rideau était tombé sur le premier acte de la révolution hongroise, quand Nagy annonça tout ensemble la victoire de l'insurrection et le départ des troupes russes. Il n'y eut pas de pause. A peine baissé, le rideau se relevait dans le fracas des tanks qui déferlaient sur le territoire hongrois, encerclaient Budapest, occupaient les ponts, les routes et coupaient le pays du reste du monde.

Nous ne pensions pas que l'U.R.S.S. oserait. Il y a 6 mois, la dictature de Staline avait été solennellement condamnée; les dirigeants russes avaient promis la fin de la terreur policière, ils avaient multiplié les gestes qui visaient à rétablir la confiance, ils avaient signé avec Tito des déclarations sur les principes d'égalité qui devaient régir les relations entre nations socialistes; il y a un mois à peine, ils avaient cédé devant le courant révolutionnaire polonais; 5 jours plus tôt, ils publiaient une longue résolution qui envisageait le retrait des troupes russes de plusieurs pays d'Europe centrale et orientale et qui confirmait le droit des démocraties populaires à déterminer librement leur propre politique; 48 heures avant l'attaque, enfin, leur délégué à l'O.N.U. affirmait que les troupes russes ne cherchaient qu'à protéger le départ des ressortissants soviétiques de Hongrie.

Mais en 24 heures les concessions sont reprises, les déclarations annulées, les promesses bafouées, la démocratisation balayée et ils osent reprendre le visage hideux du stalinisme qu'ils avaient eux-mêmes transformé en épouvantail pour ressusciter la confiance en leur propre personne.

Sans doute l'histoire de l'humanité est-elle pleine d'exemples sanglants, pleine des mensonges et des trahisons des gouvernements, mais on ne pouvait imaginer qu'un Etat qui se réclame du communisme fasse front contre un peuple entier et déchaîné la plus féroce répression connue jusqu'à ce jour.

Alors même qu'on était conscient du véritable caractère du régime russe, qu'on connaissait le rôle contre révolutionnaire exercé par les staliniens dans toutes les luttes ouvrières depuis 25 ans, qu'on se souvenait de l'impitoyable répression qui a frappé toutes les oppositions en U.R.S.S., qu'on se souvenait aussi du sort subi par des populations entières, déportées par millions à l'époque de la collectivisation (Krouatchev le confirmait récemment devant le 20^e Congrès), on ne pensait pas que dans la conjoncture présente, l'U.R.S.S. — nous voulons dire son gouvernement — assume devant le monde entier, devant les travailleurs de tous les pays et les communistes de tous les pays la responsabilité d'écraser sous le poids de milliers de blindés une insurrection qui avait mobilisé toutes les couches de la population hongroise.

C'est chose faite. Nous avons sous-estimé le Kremlin, sa puissance de mensonge, son cynisme et sa haine sans limite des masses populaires. Les Krouatchev, les Mikoïan, les Boulganine qui se sont plus à charger Staline de tous les maux et de toutes les atrocités du passé, qui se sont eux-mêmes présentés comme les spectateurs impuissants d'une terreur qu'ils n'avaient pas voulue, cette bande infâme qui depuis plusieurs mois effectuait des pitreries dans diverses capitales du monde afin de se faire passer pour de « braves gens », ils ont dépassé Staline dans l'atroce. Et, de fait, jamais à Staline ne fut fournie l'occasion d'un tel carnage. Les milliers de discours d'hier et de demain n'effaceront pas leurs actes qui les dénoncent comme des criminels, des fusilleurs d'ouvriers et qui dénoncent par delà leurs personnes leur régime : le capitalisme bureaucratique.

Ce régime, aucune réforme ne peut le transformer. Il peut bien se libéraliser un moment pour tenter de reconquérir une assise populaire. Dès qu'il est menacé, il agit selon sa logique propre qui est d'écrabouiller l'opposant, cet opposant fut-il un peuple de 10 millions d'hommes.

Que tous ceux qui étaient prêts à s'enthousiasmer pour la nouvelle bureaucratie progressive de l'U.R.S.S. contemplent aujourd'hui le visage hideux qu'elle a pris au combat, qu'ils voient les ruines, l'amoncellement des cadavres, l'horrible misère de ceux qui restent au milieu de leurs morts, isolés du monde, condamnés de nouveau à vivre sous l'oppression et qu'ils comprennent au moins qu'il faut choisir. Choisir radicalement non pas entre Staline et Krouatchev, Krouatchev et

Malenkov, entre les prétendus durs et les prétendus mous, mais entre la bureaucratie totalitaire et ceux-là seuls qui peuvent s'y opposer, ceux qui subissent l'exploitation et qui seuls peuvent réaliser le socialisme.

LE JEU DU STALINISME FRANÇAIS

Nombreux sont ceux qui, aujourd'hui, sont écoeurés par les mensonges des dirigeants communistes de Paris et de Moscou. Mais ils se sentent paralysés. C'est à eux particulièrement que nous nous adressons. Vous nous dites : « Ne voyez-vous pas que la bourgeoisie exulte et que vous la servez en attaquant le P. C. ».

Nous vous répondons : « La bourgeoisie a en effet exploité à son profit la révolution hongroise. Mais il doit être clair pour vous que la bourgeoisie exploitera toujours les luttes qui se produisent dans le bloc russe, comme l'U.R.S.S. exploitera toujours celles qui éclatent dans le bloc occidental. Qu'en France *le Figaro* et *l'Aurore* se réjouissent bruyamment des difficultés d'un impérialisme qui est leur adversaire, c'est naturel. Les ouvriers savent que la révolution hongroise qu'ils soutiennent n'est pas celle dont se réclame leur ennemi de classe. Si vous vous laissez paralyser devant cette révolution pour la seule raison que la presse bourgeoise en tire un argument contre l'U.R.S.S. cela signifierait que vous ne soutiendrez jamais une révolution ouvrière qui éclatera dans un pays de l'Est ».

Vous nous dites : « L'insurrection hongroise a entraîné des courants très divers, elle a redonné un pouvoir dangereux à des éléments petits bourgeois et même à des réactionnaires ».

Nous vous répondons : « D'abord, une révolution n'est jamais pure, des tendances diverses se manifestent nécessairement. La grande révolution russe de février, vous le savez bien, n'était pas pure ; aux côtés des ouvriers et des paysans pauvres il y avait aussi des petits bourgeois et même des éléments qui se battaient parce qu'ils s'indignaient de ce que le Tsar était incapable de mener la guerre contre l'Allemagne. C'est la dynamique de la lutte qui sépare et oppose les tendances et qui règle finalement leur conflit. En Hongrie, le mouvement avait éclaté depuis douze jours quand les Russes ont décidé de l'écraser : le mouvement avait sa vie devant lui ».

« Ensuite, comprenez que dans toute révolution qui éclatera dans les démocraties populaires ou en U.R.S.S., le jeu des forces sera particulièrement complexe. Le totalita

risme a suscité de tels sentiments de révolte que tout le monde est prêt à se liguier contre lui; dans le premier moment, tous ceux qui se soulèvent ont un objectif commun, la liberté. Mais passé ce premier moment, les uns veulent ressusciter le passé national, la religion des aïeux, les petits profits d'autrefois, les habitudes mortes tandis que les autres veulent transformer radicalement la société et instaurer enfin le socialisme qu'on leur avait annoncé tout en les étouffant. Le petit boutiquier remercie Dieu de ce qu'il va pouvoir payer des impôts moins lourds et relever ses prix; les ouvriers forment un Conseil qui demande de diriger l'usine.

« Votre rôle n'est pas de gémir à l'idée que des boutiquiers crient vive l'Amérique ou que des paysans courent se jeter aux pieds d'un cardinal. Votre rôle est de crier partout ce que fait le prolétariat, ce qu'il réclame, comment il s'organise et d'appeler à le soutenir ».

QUELQUES ARTICLES PUBLIES DANS "SOCIALISME OU BARBARIE"

Socialisme ou Barbarie (N° 1)

L'ouvrier américain, par Paul ROMANO (N°s 1 à 6).

Les rapports de production en Russie, par Pierre CHAULIEU (N° 2).

La bureaucratie yougoslave, par Pierre CHAULIEU et Georges DUPONT (N°s 5 et 6).

Machinisme et prolétariat, par Philippe GUILLAUME (N° 7).

Le stalinisme en Allemagne orientale, par Hugo BELL (N°s 7 et 8).

Sur le programme socialiste, par Pierre CHAULIEU (N° 10).

La vie en usine, par Georges VIVIER (N°s 11 à 17).

Le problème du journal ouvrier, par D. MOTHÉ (N° 17).

Les luttes ouvrières en 1955 (N° 18).

Le totalitarisme sans Staline, par Claude LEFORT (N° 19).

Le numéro	200 frs
Abonnement un an (4 numéros)	600 frs
Volumes déjà parus (6 numéros) chaque volume ..	500 frs

"IMPRIMERIE CARACTÈRES", 5, rue Git-le-Cœur, - PARIS-6^e